

# DECINES

*magazine*

## **HISTOIRE**

### **La compilation**

Recueil d'articles de  
la rubrique Histoire  
de Décines Magazine



## ÉDITO

### Le mot du maire

Madame, Monsieur,  
Nous avons le plaisir de vous remettre le numéro spécial «Décines Magazine histoire», compilation d'articles sur l'histoire de Décines-Charpieu parus dans le journal municipal depuis de nombreuses années. L'histoire est une rubrique à part entière du magazine mensuel qui permet régulièrement de faire revivre le passé de notre territoire et de le mettre en lumière. Il est toujours intéressant de prendre connaissance de cette histoire commune qui a fait évoluer la ville pour faire de Décines-Charpieu la commune dynamique dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Vous pourrez découvrir le village d'antan, et davantage ressentir le lien qui anime notre ville. Vous constaterez même, avec enchantement, que la Berthaudière était en son temps appelée «la Côte d'Azur de l'Isère», ce qui vous permettra, l'espace de quelques instants, de vous évader tout en restant dans votre salon, ou alors tout simplement de voyager en remontant le temps avec nos aïeux. Je vous souhaite de faire de belles découvertes et de vous sentir, par cette connaissance commune, d'ores et déjà Décinois. Décinement vôtre,

**Laurence FAUTRA**  
*Maire de Décines-Charpieu*



### 24 ans à la page

Si, en 48 ans d'existence du journal municipal, l'histoire a toujours eu sa place dans ses pages, c'est en octobre 1990 que cette matière devient une rubrique mensuelle à part entière. Au moment de sa création, nul ne sait combien de temps cette chronique durera.

24 ans plus tard, la voici toujours d'actualité. Sur 240 numéros édités pendant cette période, 220 pages d'histoire se succéderont régulièrement, retraçant en un ou plusieurs épisodes, plus de 150 sujets divers, agrémentés d'environ 455 illustrations.

De parcellaire en registres, de parchemins en vieux grimoires, de cartes en actes, de souvenirs en clichés, la petite histoire s'est ainsi dénouée peu à peu au rythme de la grande. ◆

#### Morceaux choisis

- 4 Jeux de mots : l'origine du nom de Décines
- 5 Le menhir de Montaberlet
- 6 Nos ancêtres les Gallo-Romains
- 7 Le Moleron
- 8 14 février 1790 : naissance d'une commune
- 9 Le chemin de fer de l'Est Lyonnais
- 10 Balade au fil du rail
- 11 Construction du canal de Jonage et du Grand Large
- 12 1900-1999 : du village à la ville
- 13 Architecture et construction de la mairie
- 14 100 ans d'école
- 15 Les lavandières de Charpieu
- 16 L'indispensable garde champêtre
- 17 La vie pendant la Grande Guerre
- 19 L'arrivée des Arméniens
- 20 1936 : le Front Populaire
- 21 Les Résistants
- 22 La libération de Décines
- 24 Mai 68 : l'entraide au pouvoir
- 25 La mairie dans les années 60

#### Quelques lieux

- 26 Le Molard
- 27 La Soie-Montaberlet
- 29 Le Prainet
- 31 La Berthaudière
- 32 Les richesses brûlées des Bruyères
- 33 De Gifrer à Barbezat

## RACINES

# Jeux de mots

**Nombreux sont les Décinois qui s'interrogent sur la signification du nom de leur ville. L'origine du mot Décines semble remonter à si loin qu'on en a quelque peu perdu la trace et les spécialistes puisent chacun dans diverses sources. En voici quelques unes.**

**D**e dix à Décines, il n'y a qu'un pas ! Et, pour les anciens, notre commune serait située exactement à dix kilomètres de la place Bellecour.

Cependant, notre histoire est beaucoup plus ancienne et il existe deux autres théories plus plausibles, notamment relatées dans la Grande Encyclopédie de Lyon et des communes du Rhône (\*).

Il y a fort longtemps, le village se trouvait sur la voie romaine qui allait de Lyon à Genève. Ainsi, la borne indiquant le dixième mille (soit 1000 pas, selon l'unité de mesure des distances dans l'Antiquité) aurait donné son nom à Décines. Tel est le cas, dans l'Isère, de Septème (septième mille) et de Oytier (huitième mille). D'ailleurs, des témoignages oraux attesteraient encore de la présence de cette borne au début du siècle.

Toutefois, il existe une autre hypothèse. Le Mamelon ou Moléron, monticule qui dominait le canal de Jonage avant la construction de la Rocade

Est, aurait servi aux Romains pour communiquer par signaux optiques. «De Signis» aurait donné Dessines, puis Décines!

Si, malgré tout, l'étymologie de ce nom demeure incertaine, il n'en est pas toujours de même pour de nombreux lieux-dits de la commune. Combabillon, Malinières, Ruffinières... autant de mots chantants qui perpétuent, comme un écho, les temps passés.

Alors, d'où viennent-ils ? Souvent de très loin... et les dictionnaires toponymiques aident parfois à soulever un coin du voile.

• **Beaugard** : bello regardo fut utilisé, dès la fin du XIII<sup>ème</sup> siècle, dans la région de l'Ain. Plus de 150 hameaux et de nombreux manoirs sont ainsi répertoriés dans toute la France.

• **Berthaudière** : en allemand, Bert ou Berth, signifie brillant ou illustre lorsqu'il est accolé à un patronyme.

• **Biézin** : en vieux français, le bied ou biez désignait le canal qui apportait l'eau à la roue d'un moulin.

• **Bonneveau** : bonna vallis, la bonne vallée des Latins.

• **Combabillon** : peu usité, ce mot proviendrait sans doute du latin cumber, une vallée encaissée, généralement sans ruisseau.

• **Cornalon** : corn peut prendre le sens topographique de coin,

angle. Lon ou long, en vieux français, c'est la minceur.

• **Cornavent** : cornu, la corne, vient du pré-latin corn, désignant l'escarpement, la hauteur.

• **Glaysre** : du latin glarea, le gravier. Selon les régions, ce mot s'écrit glères ou glaires.

• **Malinières** : ici, les sources ne manquent pas ! Maligne : la haute marée; malingeus : malingre; maligneus : dangereux; malis : le pommier ou encore maligny : nom d'homme germanique... On trouve aussi mal, un lieu enfoncé, et lignier, un grenier à bois.

• **Mas-sous-Ratier** : du latin monsus, le mas est une exploitation rurale occupée par un seul tenancier. Ratier, en vieux français, désignait une personne avare.

• **Mollard** : la butte du Mollard est constituée par une des moraines qui ont laissées, dans le Bas-Dauphiné, les glaciations de l'ère quaternaire. Nombreux sont, dans la région, les lieux-dits désignant une colline plus ou moins arrondie, qui portent cette appellation.

• **Montout** : dès 1055, on trouve un Montéanum dans l'Hérault, vers 1137, un Montalt en Arriège et, au XIV<sup>ème</sup> siècle, un Mont Altus dans l'Isère.

• **Prainet** : Prenay était une ancienne ville où poussaient des pruniers.

• **Ruffinières** : ruffinus était le diminutif latin de rufus, roux. ■

(\* ) *Sous la direction d'André Pelletier, Tome II, 1981, édition Horvath, Roanne.*



*De par son utilisation dans l'Antiquité, le Moléron serait-il à l'origine du nom de Décines ?*

# LE MENHIR DE MONTABERLET

*Couché sur le flanc dans le parc Maurice Sauthier, le menhir de Montaberlet fait partie intégrante de notre passé depuis les temps les plus reculés. S'il repose aujourd'hui en paix, ce grand bloc de pierre a donné naissance, autrefois, à bien des légendes où, à l'imaginaire, se mêle peut-être une part de réalité...*



*NB : en 1994, le menhir réintègre son quartier d'origine, au centre de la sculpture érigée place Stepanavan.*

Depuis le siècle dernier, le menhir repose au parc Maurice Sauthier

**C**onnu aussi sous le nom de Pierre-Fritte, qui signifie pierre fichée ou pierre plantée, ce bloc granitique, haut de 3,60 m et large d'environ 1 m dans sa partie la plus renflée, se dressait jadis au lieu-dit « Montaberlet » ou « Pierre-Fritte », à proximité de l'actuel pont de la Sucrierie.

Au siècle dernier, le propriétaire de la ferme de Pierre-Fritte, que gênait la haute sentinelle de pierre, décida de la faire enlever. Mais les chevaux requis à cet effet ne parvinrent qu'à renverser le « gros caillou », qui fut sauvé de la destruction par l'intervention de M. Broal, juge de paix à Meyzieu. Une étude scientifique effectuée par un archéologue, M. Chantre et par Léopold

Niepcé, conseiller à la Cour de Lyon, démontra tout l'intérêt historique et archéologique du menhir et aboutit, en 1887, à son inscription à l'inventaire des Monuments Historiques.

### Une origine merveilleuse...

Comme beaucoup de vestiges préhistoriques, le menhir de Montaberlet a suscité nombre d'interprétations légendaires. C'est ainsi qu'il aurait été lancé par Dieu, du haut de la colline de Fourvière, au cours d'un défi avec le diable, le galet jeté par Dieu ayant franchi Saône et Rhône jusqu'à Décines, alors que celui du diable n'aurait parcouru que la moitié du chemin. Il existe également une autre variante de ce récit : Gargantua, jouant avec sa femme et ses enfants, aurait

envoyé ce caillou du haut du Mont Cindre. On raconte aussi que les druides se rassemblaient autour du menhir pour y effectuer des sacrifices. Après avoir cueilli le gui dans la forêt de Plaineize (qui s'étendait sur le vaste territoire situé entre les communes actuelles de Genas, Pusignan et Colombier-Saugnieu), ils amenaient leurs victimes autour du bloc granitique et procédaient à des sacrifices humains, en l'honneur des terribles dieux celtes. Ils recueillaient alors le sang des victimes, qui servait à la purification, ainsi qu'à des rites d'initiation.

### Quelle réalité ?

Il est vrai que la faiblesse des connaissances que nous avons actuellement sur les menhirs

laisse une large place à l'imagination. Ces manifestations mégalithiques (dolmens, menhirs...) sont attribuées aux peuples néolithiques, les premiers agriculteurs, qui travaillaient le sol de notre pays. Elles sont surtout fréquentes dans l'ouest de la France – alignements de Carnac, par exemple – mais restent rares dans notre région, d'où le caractère exceptionnel du menhir de Montaberlet. Le rôle de ces monuments ne nous est pas connu : avaient-ils un rapport avec les rites funéraires mystérieux de nos ancêtres ? Servaient-ils à honorer leurs divinités ?

Quelques milliers d'années après, le menhir de Montaberlet garde jalousement son secret !

**I<sup>er</sup>-V<sup>e</sup> SIÈCLE APRÈS JC** A Décines, les sites gallo-romains ne sont pas rares. Ainsi, au lieu-dit Raty ou Ratier, existait un village gallo-romain important, probablement habité par des gens aisés, puisqu'on y retrouva notamment des morceaux de tablettes de marbre et des fragments de poteries luxueuses.

## Nos ancêtres les Gallo-Romains

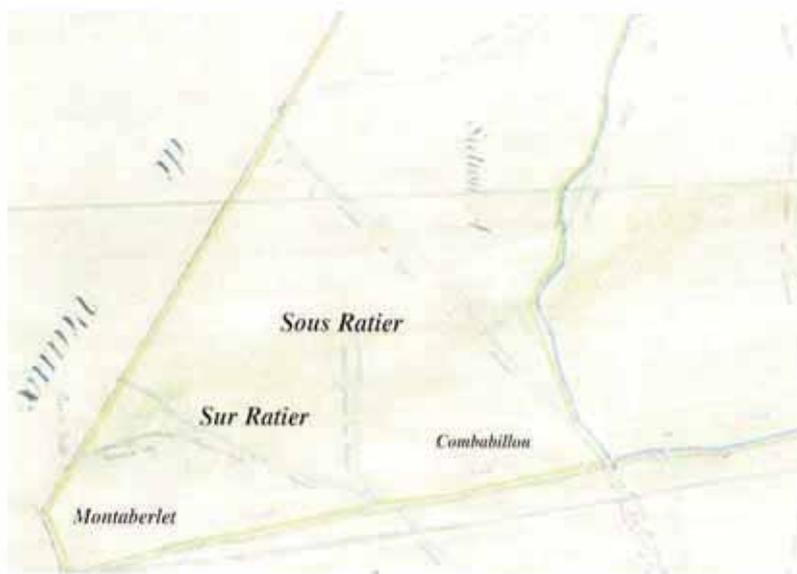
De Vaulx à Meyzieu, le secteur situé le long des balmes viennoises a été occupé par des constructions gallo-romaines, plus ou moins rapprochées les unes des autres. Ainsi, au lieu-dit Raty ou Ratier, s'étendant de Pierre-Fritte au Montjoyeux, existait un domaine important et luxueux par ses mosaïques et ses marbres.

«C'était un village habité certainement par une colonie de gens riches ou aisés», précise Gabut. En effet, «si les gros matériaux sont, selon l'usage, ceux qu'on trouve dans le pays et ses environs, et notamment des cailloux roulés, on trouve des morceaux de tablettes de marbre et des débris de céramique indiquant l'aisance et même le luxe des habitants. On y trouve des tuiles et des carreaux en terre fine, des fragments de poteries luxueuses, les uns ornés de bas-reliefs artistiques, les autres de dessins étrusques», tel un petit fragment de vase remarquable par sa paroi très mince, ornée de petits dessins incrustés et différents, à l'intérieur, de l'extérieur.

Ce site fut signalé au XIX<sup>ème</sup> siècle. A cette époque, le sol de l'ancienne cité de Raty servait à la culture des céréales qui venait, depuis peu, de remplacer les vignes ravagées par l'épidémie du phylloxéra. Aussi, depuis qu'on labourait cette terre, la charrue se heurtait-elle souvent à des murs de fondation qu'on était alors obligé d'arraser à une certaine profondeur. Gabut rapporte également qu'on pouvait voir, sur un petit renflement de terrain, un réservoir en béton de tuileaux, sorte de citerne destinée à une habitation.

Ainsi, au commencement de l'année 1885, des fouilles avaient-elles été entreprises dans deux champs, séparés par un chemin qui menait au Marais et à la ferme de Pierre-Fritte.

Bien que les avis soient partagés, c'est ici qu'on aurait trouvé des tuyaux de



A proximité de l'emplacement du futur canal, le lieu-dit du Ratier, tel qu'il figurait au Cadastre de Napoléon, établi en 1812.

plomb («des plus beaux spécimens du genre», selon Gabut), marqués d'estampilles de fabricants lyonnais, mais probablement fabriqués sur place, ce qui inciterait à penser que ce secteur s'intégrait à la «Colonia Copia Lugdunum» (2).

De Raty, viendrait aussi une petite casserole en bronze, trouvée presque à fleur du sol (3).

### De nombreux vestiges

Les vestiges gallo-romains n'étaient pas rares à Décines. A Charpieu même, on trouva divers objets et débris de céramiques ou de fer. Au lieu dit «Les Sables du Mollard», non loin de l'ancienne gare du CFEL, existait aussi une agglomération de maisons gallo-romaines, moins fastueuse toutefois que celle de Raty. En effet, ici, point de marbres ou d'enduits fins, mais des restes d'habitations rurales, probablement occupées par des travailleurs des champs (1). A Chassignole, encore, à proximité de Chassieu, un autre site important fut découvert lors des travaux de construction de la Rocade Est (4).

Autant de lieux d'implantation humaine probablement non isolés les uns des

autres : «On nous a dit», rapporte Gabut, «qu'on trouvait souvent dans la plaine des fragments de béton de l'époque romaine et des tuyaux en poterie paraissant se diriger vers Raty et la ferme de Pierre-Fritte».

De même, non loin de là, le site de la Dent, à Meyzieu, fut l'objet de nombreuses découvertes. Dans la trajectoire, un chemin allant de la motte d'Azieu en direction de Décines s'appelait encore récemment le chemin de Rattier (2).

Les restes de fonderies, laitiers et scories et les nombreux objets en bronze laissent ainsi supposer la présence d'ateliers, et les différentes trouvailles de monnaies dispersées révèlent l'activité commerciale depuis le début du premier siècle. L'occupation de la région semble avoir duré jusqu'au milieu du IV<sup>ème</sup> siècle (2).

(1) Gabut, «Mas et villages gallo-romains disparus», Construction Lyonnaise, 1899.

(2) Jeannine Monnier, La Dent, Collection du Centre d'études romaines et gallo-romaines, nouvelle série n°8, Lyon, 1990.

(3) Voir Décines-Magazine n°180, mars 1999, «Les trésors décinois du musée gallo-romain de Fourvière».

(4) Décines Magazine n°114, septembre 1992.

# LE MOLERON DE DECINES

*A l'époque médiévale, l'homme a aménagé certains reliefs naturels afin d'y installer des refuges ou des postes d'observation. Ces fortifications, désignées sous le nom de « mottes féodales », possédaient une fonction essentiellement défensive.*



« Le Mamelon, tel qu'on peut le voir aujourd'hui, avant sa reconstitution définitive. »

**S**itué à l'extrémité du Molard, sur la berge sud du canal de Jonage, le Moleron de Décines jouit d'une vue exceptionnelle. Il domine le Rhône, fait face aux premières collines de la Dombes, surplombe la plaine lyonnaise et se trouvait proche de l'ancien chemin reliant Vaulx-en-Velin à Décines. Enfin, une route importante, celle de Lyon à Crémiéu, passait à moins d'un kilomètre de là. Ainsi, pense-t-on qu'il joua un rôle non négligeable dans la surveillance de ce secteur.

D'ailleurs, la construction centrale, tout au sommet du Mamelon, était probablement une tour d'une hauteur importante (un, voire deux étages).

## Deux incendies

En raison du projet d'aménagement du CD 300, le site médiéval a fait l'objet de fouilles préven-

tives, entre 1981 et 1985. Des recherches rendues quelque peu difficiles par l'érosion et les mutilations du monde moderne : une carrière a entamé le côté est, des terrassements ont endommagé la base et des pistes de moto-cross ont perturbé les couches archéologiques en bien des points.

Néanmoins, les chercheurs ont pu repérer les vestiges des aménagements et des constructions qu'il supportait, ainsi que quatre phases d'occupations bien distinctes.

A l'époque de l'aménagement de la motte, un petit atelier réservé au travail du métal dans lequel on fabriquait, directement sur le chantier, les objets nécessaires à la construction, mais également liés à sa fonction : des armes, pièces équestres...

Une fois la fortification terminée, l'atelier fut vraisemblablement

abandonné et les premières habitations, constituées de bois et de branchage, s'installèrent dans la basse-cour.

Puis, sur les décombres d'un incendie qui les anéantit, on édifia une nouvelle série de maisons plus élaborées, qui connurent, à leur tour, le même sort.

Après ce second incendie, les occupants nivelèrent, une fois encore, les ruines et se lancèrent dans une nouvelle campagne de reconstruction totale.

## Trouvailles

La découverte d'un petit atelier métallurgique représente la découverte la plus originale des fouilles effectuées sur le Moleron, car aucun équivalent n'a été trouvé dans les mottes explorées jusqu'à ce jour. Par ailleurs, le mobilier trouvé s'est révélé abondant. Il s'agit, principale-

ment, de fragments de céramique grise, caractéristique des sites du XI<sup>e</sup> siècle et d'objets en fer (pointes de flèches, carreaux d'arbalète, fers à chevaux, pièces d'harnachement, clous...). A la différence d'autres sites contemporains, on n'a retrouvé ni accessoires de vêtements, ni parures, ni pièces de jeu ou de loisir.

Enfin, deux pièces de monnaie, un denier et une obole de Conrad le Pacifique (937-993), provenant du premier niveau d'incendie de la basse-cour, aident à situer cet épisode dans le temps.

Bientôt, le Mamelon, cher aux Décinois, sera reconstitué. Les constructeurs du viaduc du Grand Large l'ont légèrement déplacé, un peu plus à l'ouest.

D'après l'ouvrage collectif « Châteaux de terre : de la motte à la maison forte », publié en 1987, avec le concours de la ville de Décines-Charpieu.

# DECINES CHARPIEU

## A 200 ANS

### UN MOMENT HISTORIQUE

**Le saviez-vous ?  
Décines a vécu,  
le 14 février 1790, sa  
première élection  
municipale.  
Voici, d'après les  
indications contenues  
dans un registre  
conservé aux archives  
municipales de  
Décines, comment  
s'est déroulée cette  
élection.**

Le 14 février 1790, à 10 heures du matin, s'est réunie, dans l'église paroissiale de Dessines (sic), l'assemblée de la communauté des citoyens actifs des paroisses de Dessines et Charpieux.

Après l'appel nominal de chacun des citoyens actifs de la communauté, Claude Emery, délégué à cet effet par les anciens officiers municipaux, a annoncé l'objet de l'assemblée, à savoir composer une nouvelle municipalité dans la forme prescrite par les lettres patentes du roi, relatives au décret de l'Assemblée Nationale du 12 novembre 1789.

Claude Emery donna lecture des lettres patentes et de l'instruction de l'Assemblée Nationale en date du 14 décembre. Il observa que, d'après le dénombrement de la population des deux paroisses, effectué par la municipalité actuelle, celle-ci s'élevait à 494 hommes, femmes et enfants; en conséquence, la nouvelle municipalité devait compter quatre membres, y compris le Maire et le Procureur de la commune.

Puis l'assemblée nomma, pour la présider, Barnabé Manchet, curé de la paroisse de Dessines, pour secrétaire Vincent Louis Ogier et pour scrutateurs Pierre Gelas, curé de Charpieux, Claude Perroux et Claude Lalisce.

Les susnommés prêtèrent serment en présence de l'assemblée et chacun des membres de celle-ci, individuellement, entre les mains du Président, de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, de choisir en leur âme et conscience les plus dignes de la confiance publique et de remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques qui pourraient leur être confiées.

L'assemblée procéda alors à l'élection du Maire.

François Broal, notaire royal à Dessines, reconnu par l'assemblée comme citoyen éligible, réunissant toutes les qualités requises par les décrets, et payant une charge suffisante, recueillit 54 voix sur les 65 suffrages exprimés.

Puis l'assemblée procéda à l'élection de Jacques Bergeret, maréchal-ferrant, comme Procureur de la commune.

La majeure partie des habitants composant l'assemblée s'étant retirée, le Président jugea à propos, après avis de ceux qui étaient restés, de lever la séance et de renvoyer au 17 février l'élection des deux autres membres de la municipalité, et celle des six notables composant le Conseil Général de la commune.

En 1789, les lois nouvelles instituant les communes et les départements ont défini les compétences des magistrats locaux.

Les anciennes paroisses, érigées en communes, sont désormais administrées par un maire et un « conseil général »

La ville de Décines va célébrer prochainement l'élection de sa première municipalité, qui se déroula le dimanche 14 février 1790. A cette date, la nouvelle commune, regroupant les anciennes paroisses de Dessines et de Charpieux, ne comptait que... 494 habitants !

N°	NOM DES CONTRIBUABLES	MONTANT DE CHACUN DES DICTIONNAIRES DE 1790	QUART PARAB. AVANT le 31 Mars 1791	HUITIEME PARAB. AVANT le 31 Mars 1791	HUITIEME ETABL. AVANT le 31 Mars 1791
1	Jean-Jacques Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
2	Nicolas Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
3	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
4	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
5	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
6	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
7	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
8	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
9	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
10	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
11	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
12	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
13	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
14	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
15	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
16	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
17	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
18	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
19	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
20	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
21	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
22	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
23	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
24	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
25	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
26	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
27	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
28	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
29	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00
30	Jean-Baptiste Broal 222	28 00	7 00	14 00	17 00

Total 2052 10 2583 8 296 16 4 171 16

# LE CHEMIN DE FER DE L'EST LYONNAIS

**L**e premier projet de voie ferrée destinée à relier Lyon à Chambéry par Saint-Genix-sur-Guiers voit le jour en 1850, sous l'impulsion de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon. Mais des vicissitudes administratives, ainsi que la guerre de 1870, en retardent considérablement la poursuite.

C'est seulement en 1877 que le projet est adopté grâce à un accord passé entre les départements du Rhône et de l'Isère. Le projet initial, ambitieux, est modifié de façon importante et il n'est plus, alors, question que de la construction d'un chemin de fer de moindre rayonnement, limité à la desserte des villes situées entre Lyon à Saint-Genix-sur-Guiers, la compagnie PLM (Paris-Lyon-Marseille) ayant, entre temps, réalisé la liaison Lyon-Chambéry par Bourgoin.

Ouverte à la circulation des voyageurs comme au trafic des marchandises, la ligne ferroviaire, dont la construction n'a présenté aucune difficulté particulière sur le plan technique, est mise en exploitation en 1881.

## Un facteur de prospérité pour Décines

L'établissement de cette liaison directe entre Lyon et les petites villes de l'Isère situées le long de la route nationale 517 (devenue, depuis, départementale) a largement contribué au dévelop-



pement économique et démographique de la commune de Décines pour laquelle elle a constitué un facteur de prospérité important. Attirées par les facilités de communication avec Lyon, des usines s'installent le long de la voie ferrée : usine de films en 1907, remplacée ensuite par la société Gignoux frères, usine de soie artificielle en 1923, etc.

Le quartier situé autour de la gare bénéficie tout particulièrement de l'élan impulsé par le chemin de fer.

L'habitat s'y développe : des ouvriers lyonnais quittent Lyon pour s'installer à Décines, régulièrement desservie par le train.

La guerre 1939-1945 entraîne un bouleversement des données

économiques et sociales dans la région. C'est ainsi que le développement des moyens individuels de déplacement conduit, en 1947, à la suspension du trafic des voyageurs, confié à la Régie Départementale des Voies Ferrées du Dauphiné (VFD), dont l'exploitation, plus souple et plus légère, convient mieux à un trafic qui s'amenuise au fil des ans.

## Du déclin vers le renouveau ?

Limité au transport exclusif des marchandises, le trafic de la ligne de l'Est atteint un volume qui est loin d'être négligeable, puisqu'il atteint, au début des années 1970, le chiffre d'un million de tonnes par an.

Puis s'amorce, à la suite du

transport, par la route, des cimentiers de Montalieu - exemple typique de la concurrence rail/route - un lent déclin, qui réduit le trafic annuel à quelque 300 000 tonnes.

Fortement déficitaire, l'exploitation de la ligne est supprimée dans le département de l'Isère et réduite, dans le Rhône, au secteur Lyon-Meyzieu, pour être confiée à la SNCF. Avec l'aide de l'état, de la Région et du Département, la société nationale procède à une importante rénovation de la voie et de ses installations annexes.

A maintes reprises, est évoqué au Conseil Général du Rhône le rétablissement du trafic voyageurs ; plusieurs études sont réalisées à cet effet, et la décision a semblé parfois sur le point d'être prise, notamment pour assurer la liaison entre la gare de la Part-Dieu et la future gare TGV à Satolas.

A ce jour, le Conseil Régional, après maintes séances consacrées à ce sujet, n'a pas encore pris parti parmi les diverses hypothèses envisagées. Par ailleurs, le SYTRAL a manifesté, à plusieurs reprises, son intérêt pour la ligne de l'Est, qui se prêterait à merveille à l'installation d'un transport de voyageurs en site propre.

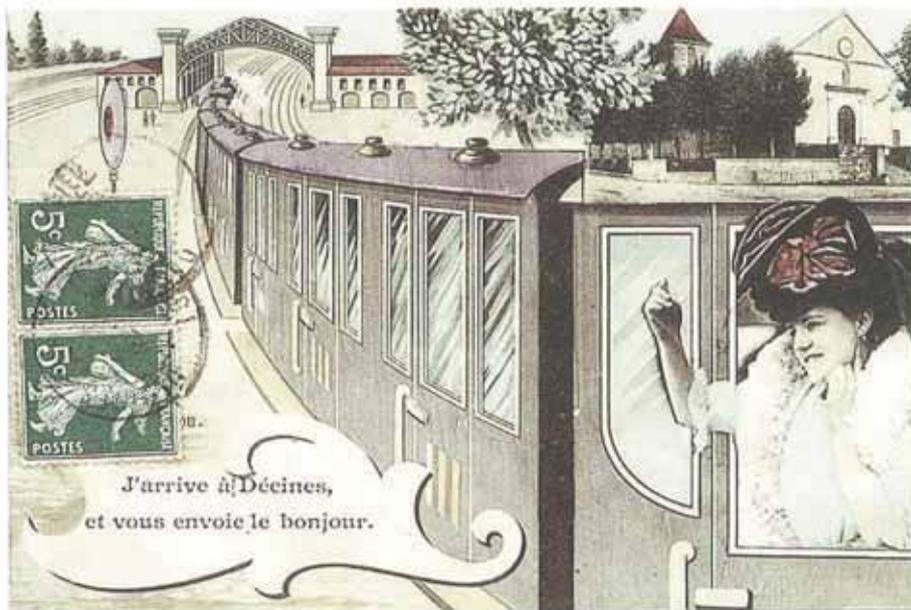
Il est donc permis d'affirmer que cette ligne centenaire a encore de beaux jours devant elle !

**PARCOURS** Aujourd'hui, le tram revient à Décines, empruntant la voie de l'ancien Chemin de fer de l'Est de Lyon. L'occasion de visiter le Décines de la belle époque, au fil de ces deux moyens de locomotion qui ont charrié des générations de voyageurs.

## Balade au fil du rail

**I**naugurée en 1881, la ligne de l'Est a promené les voyageurs entre Lyon et Saint-Genix-d'Aoste jusqu'en 1947. Un périple de 72 kilomètres, parsemé de 17 stations. Edité en 1897, un «Guide de l'Est de Lyon»\* retrace avec force détails le long parcours du tortillard. Morceaux choisis, dès l'approche de Décines, située au tout début du voyage, au huitième kilomètre :

«Sur la route de Crémieu, un poteau indique la limite du département du Rhône et le commencement de celui de l'Isère. Un chemin part de là pour traverser le canal de Jonage sur le pont de la Sucrerie et se dirige vers Vaulx-en-Velin dont on aperçoit les maisons. A l'entrée du pont est une distillerie et un café, c'est le lieu appelé Pierre-Frette (...). Le train s'arrête à la gare de Décines, après avoir franchi la route de Crémieu en bas de la montée du Molard. Une partie du village de Décines s'aligne sur les côtés du Molard, mais la partie principale se trouve à 600 mètres à droite et on y accède par un chemin qui part des maisons qui bordent la route. Par une pente assez forte, on arrive sur la place publique où sont construites la mairie et l'église ; puis le chemin descend vers le hameau de Charpieu, dominé par le bois des Houdières qui entoure une vieille habitation appartenant à M. de Saint-Priest».



Petit trésor de collectionneur, une suave et désuète carte postale souhaite le bonjour.

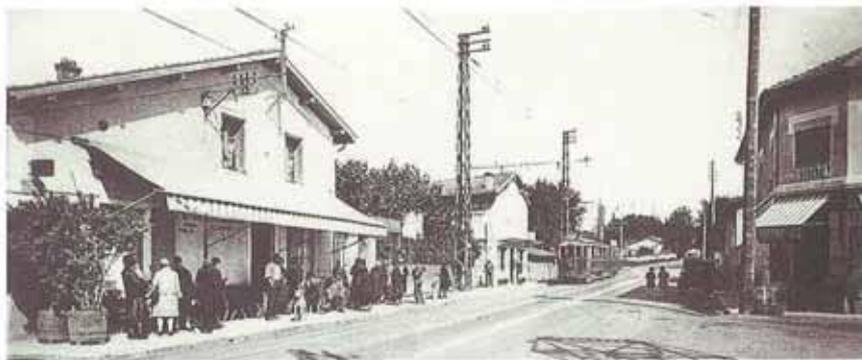
### Un village de maraîchers

«De ce côté, la colline du Molard va rejoindre celle de Chassieu, village sur la crête qui regarde la route de Genas vers laquelle descendent ses maisons. En face de l'église de Décines, un chemin part en montant légèrement et se tronçonne presque aussitôt, une partie rejoignant la route de Crémieu vers le milieu de la montée du Molard, une autre la rattrapant au point culminant, vers la ferme

qui porte ce nom. (...). La voie ferrée traverse le chemin de Jonage et aborde la plaine de Meyzieu, qu'une nouvelle série de collines domine (...).»

L'année suivante, une variante de ce fascicule, le «Guide du Lyonnais et du Sud-Est» allégeait un peu le texte mais précisait que le village, «presque entièrement à droite de la route, est habité par des maraîchers qui, chaque nuit, se rendent à Lyon où ils vont vendre leurs produits».

Plutôt haute en couleur\*\*, la ligne 16 du tramway roula, quant à elle, de 1907 à 1938. Directe, elle relia dans un premier temps la place Bellecour à Meyzieu, et traversait Décines dans toute sa longueur avec de nombreux arrêts et des passages fréquents. ♦



En attendant le tram à la Bascule.

\* *Chemin de Fer de l'Est de Lyon, Guide de l'Est de Lyon. Publié sous la direction de P. Reynaud, texte de Gil Bert, société de publicité artistique et des guides illustrés, Lyon, 1897.* \*\* «Un tramway très spécial», *Décines Magazine* n°191 et 192.

# LA CONSTRUCTION DU CANAL DE JONAGE ET DU GRAND LARGE



*Le chantier en mars 1896*

**V**aste étendue d'eau tranquille, le Grand Large semble reposer ainsi depuis des siècles. Témoin des joutes et des compétitions joyeuses des rameurs, lieu prisé des véliplanchistes et autres marins d'eau douce, halte privilégiée des promeneurs et des pêcheurs, il fait désormais partie intégrante de notre paysage, de notre vie et de notre histoire.

de Lyon le courant électrique dont elle avait besoin. Les ingénieurs choisirent d'édifier un barrage sur une dérivation du Rhône, entre Jons et le Grand Camp, à Villeurbanne.

Le canal de Jonage était né. On utilisa ainsi un emplacement naturel dans lequel coula peut-être, autrefois, un bras du Rhône : un site semi-marécageux, au pied des Balmes Viennoises, traversé de ruisseaux, parmi lesquels la Rize, dont le lit fut alors déplacé pour la circonstance.

Au milieu du canal, on aménagea un réservoir compensateur afin de réguler le débit de la dérivation. Ces 150 hectares, s'étendant sur 2 500 mètres de long et 1 100 mètres de large... fut très vite nommé le Grand Large !

ponts, des ponceaux, aqueducs et autres ouvrages secondaires. Mise en service en 1899, l'usine hydro-électrique de Cusset, d'une puissance effective de 12 000 chevaux, fut la première centrale de basse chute (12 mètres) construite en France.

Les divers chantiers ouverts pour la réalisation de ce grand projet apportèrent une vie nouvelle dans la cité. L'arrivée de nombreux étrangers désorienta quelque peu la population locale, qui demanda des gendarmes pour contrôler cette agitation peu commune !

Cependant, la municipalité sut tirer parti de la situation pour obtenir des autorités supérieures des équipements modernes (compagnie de sapeurs pompiers, un bureau de poste...), nécessaires à une ville appelée à se développer.

**D'après « Le Pays de Velin », d'André Charvet, une étude de Chantal Dumont et une monographie de René Chauvin, « La construction du canal de Jonage », Librairie polytechnique de Paris.**



*Le jour de l'inauguration*

Pourtant, ce n'est qu'en 1982, il y a près d'un siècle, que la société des Forces Motrices du Rhône, décidait de sa construction.

Il s'agissait, en ce début de l'ère industrielle, de fournir à la ville

## Trois années de chantier

Dirigés par l'ingénieur Jean-François Raclet, les travaux entrepris pour aménager ce canal de 18,8 km de long durèrent trois ans, de 1894 à 1897. Le projet comprenait, en outre, deux écluses, un déversoir, un barrage et une usine, sept grands



*Février 1897, les premiers passages*

**1900-1999** De la petite bourgade agricole de l'Isère à la ville de près de 24 500 habitants que nous connaissons aujourd'hui, un siècle nous sépare. Un siècle marqué par deux périodes de bouleversements économiques et sociaux.

## Du village à la ville

**A**u début du siècle, Décines est un bourg rural. La commune compte, en 1901, 1094 habitants. Son activité principale est l'agriculture, notamment, la culture maraîchère. Accessible par le chemin de fer dès 1881, son cadre champêtre, son canal et son plan d'eau, font de Décines un lieu de villégiature prisé par les Lyonnais. Cependant, l'industrie de la grande ville, qui poursuit son extension vers l'Est, atteint maintenant le village.

C'est en 1907 qu'une usine de fabrication de films s'installe sur son territoire. Cet établissement, racheté en 1912 par la société Gifrer et Barbezat, fabrique, depuis lors, des produits pharmaceutiques. En 1923, arrive une immense usine de soie artificielle (SLSA) qui construit pour son personnel une cité ouvrière, une école, une église.

La démographie explose : de 1551 âmes en 1921, on atteint 6 862 habitants en 1931. Cette population s'installe tout autour de l'usine (quartier de la Soie) et le long de l'avenue Jean Jaurès. Le centre du village (Charpieu) devient alors par trop éloigné et ne correspond plus à une population si importante.

En 1932, une nouvelle mairie et un important groupe scolaire voient le jour

En montant à Charpieu, au début du siècle : allée de platanes et route de campagne.



© Collection Cornibier/Wal de Chabon-sur-Saône Musée Neufpère Netteo

au centre géographique de la commune, en pleins champs. En 1934, c'est un bureau de poste qui est construit à l'angle des avenues Jean Macé et Jean Jaurès. La crise économique et la seconde guerre mondiale interrompent la croissance démographique, mais la municipalité poursuit l'aménagement communal, que l'extension brutale a rendu nécessaire.

### Un second bouleversement

Jusqu'en 1958, Décines va se stabiliser. Cependant, dès le début des années soixante, la ville connaît un second bouleversement. Notamment avec l'accueil des rapatriés d'Algérie. La décentralisation des

industries de Lyon fait de la ville un lieu idéal pour trouver un emploi et habiter. Décines connaît alors une crise du logement. De 1960 à 1980, c'est une période d'intense construction dans l'urgence. Les premiers immeubles collectifs apparaissent : les Nitolles, le Parc, le Sablon, Cornavent, Prainet... De nombreuses maisons individuelles aussi. Au milieu des champs, ce sont des quartiers qui naissent avec leurs équipements scolaires, sociaux, sportifs...

Après cette période de grande urbanisation, la population s'est stabilisée aux environs de 24 500 habitants et Décines, ville jeune et dynamique, est toujours en mouvement, mais vise à privilégier, désormais, son cadre de vie, en créant, notamment, de nouveaux équipements, en protégeant l'environnement et en développant l'offre des loisirs. ♦



A partir des années 60, les premiers immeubles collectifs poussent au milieu des champs. Ici, la construction du «Mont-Blanc», en 1974.

**Exposition**  
**«1900-1999 : du village à la ville»**  
**Jusqu'au 12 décembre**  
**hall du Toboggan**

Réalisée par le service des archives, cette exposition illustre, en 75 photographies et documents, l'évolution et la transformation de Décines.

# ARCHITECTURE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES A DECINES DE L'ECOLE AU CENTRE-VILLE



**E**n 1914, les deux grands événements de l'histoire de France ont fauché la guerre de 1870 et celle de 1914-18, la population de Décines demeure à peu près stable : 1 047 habitants au recensement de 1875, 1 094 en 1900 et 1 135 en 1911. Par contre, le recensement effectué en 1921 dénombre 1 619 habitants, soit une augmentation de 43 %. Les deux recensements suivants allaient faire apparaître un véritable bouleversement de la commune sur le plan démographique, avec 3 602 habitants en 1926 (+ 122 %) et 6 975 en 1931 (= 93 %). Il s'agissait là des conséquences, sur le plan local, du développement de la région lyonnaise comme foyer de croissance industrielle, notamment dans le domaine des industries mécaniques, de la chimie et des textiles artificiels. Cette « explosion » démographique cause de graves soucis aux édiles de l'époque, en particulier pour assurer la scolarisation des enfants. En effet, les deux seules écoles publiques, l'une de filles, l'autre de garçons, dont les classes étaient installées au rond-de-chaussée de la mairie d'alors, dans le bâtiment contigu (actuelle bibliothèque) et dans l'ancienne cure (à côté de l'église St Pierre) se révélaient, à chaque rentrée, incapables d'accueillir le flux grossissant des nouveaux élèves, de sorte que la municipalité était conduite à prendre en location des maisons individuelles pour y aménager des classes. A cette époque, on ne

convenait pas de construire « publiques ».

En 1928, la construction d'un bâtiment d'usage scolaire s'était révélée aussi indispensable qu'urgente et c'est à l'unanimité que le conseil municipal en adopta le projet.

## Au centre géographique

Cette nouvelle école devait se situer au centre géographique de la commune, afin de permettre à tous les enfants de s'y rendre aisément. Aussi la municipalité dirigée par M. Louis Mallé, arrêta-t-elle son choix sur le quartier dit « la Vie de l'Italie » pour construire cette école, à laquelle seraient adjointes une bibliothèque, une cantine et une salle des fêtes (voir plan).

Mais très vite, il fallut songer également à la construction d'une nouvelle mairie, l'ancienne s'avérant trop exigüe. Le projet fut confié à M. André Teissier, architecte déjà réputé pour l'école. Celui-ci proposa de construire la mairie en surélévation de la bibliothèque et de la salle des fêtes, afin de constituer un groupe architectural homogène et de créer ainsi, au centre de Décines, un espace de vie et de rencontre pour les citoyens : école, services municipaux, salle

des fêtes, bibliothèque - le tout agrémentés d'une grande place publique.

## Un projet visionnaire

La volonté de créer un centre urbain à Décines est donc incontestable. En 1936, le bureau de pose sera construit à l'angle des avenues Jean Macé et Jean Jaures, toujours dans le même esprit. La municipalité de Louis Mallé, qui fut maire de 1904 à 1933, avait déjà pressenti l'importance que pouvait prendre Décines. Aussi, le programme de construction était-il très ambitieux et l'on peut dire même d'avant-garde pour une petite commune. La réalisation des projets fut confiée à André Teissier, architecte lyonnais élève, puis associé de Tony Garnier. L'influence de ce dernier est d'ailleurs évidente par rapport à des bâtiments comme l'École de tissage de Lyon ou l'hôpital Edouard Herriot. On retrouve, à Décines, les mêmes caractéristiques architecturales dans les constructions de Teissier : sobriété des façades, bâtiments spacieux et lumineux, toits en terrasses, communication entre les divers bâtiments et organisation rationnelle de l'intérieur en vue de la commodité des

usagers. L'élément à la conception de cette forme - à noter que cette architecture est ouverte sur l'avenir, car elle permet, par sa conception même, une extension des locaux. Ainsi, à Décines, le bâtiment mairie sera construit en surélévation de la bibliothèque et de la salle des fêtes. Bien plus tard, en 1982, sans transformer le bâtiment initial, l'hôtel de ville connaîtra, avec la création d'un 3<sup>e</sup> étage, une nouvelle extension de ses locaux, rendue possible grâce à la hauteur considérable des plafonds du second niveau.

## Une architecture ouverte sur l'avenir

Une architecture qui nous permet, aujourd'hui encore, d'accueillir l'ensemble des services municipaux, alors que beaucoup de communes sont actuellement confrontées à des difficultés dans ce domaine, surtout depuis la décentralisation.

Il en est de même pour l'école, puisque, de 12 classes à l'origine, le bâtiment en abrite aujourd'hui 24, les appartements des enseignants, au 1<sup>er</sup> étage, ayant été transformés en salles de cours, dans les années 80. La municipalité de Louis Mallé avait été ambitieuse, mais aussi, en quelque sorte, visionnaire, puisque aujourd'hui, 60 ans après leur construction, ces bâtiments sont toujours adaptés à notre ville et à ses besoins, grâce à une architecture fonctionnelle et ouverte sur l'avenir.

**Du 1<sup>er</sup> au 31 octobre, à l'initiative de Mme Collarde, archiviste municipale, une exposition sur le thème de l'architecture de l'entre-deux-guerres se tiendra dans l'atrium de l'hôtel de ville.**

**RECONSTITUTION** L'ancienne mairie est aussi la première école communale de Décines. Construit en 1843, le bâtiment est conçu pour accueillir deux classes. Cependant, le village va se développer et la « maison commune » devient bien trop exiguë...

## 100 ans d'école

La loi du 28 juin 1833 sur l'enseignement primaire, préparée par Guizot, d'où son nom, impose à chaque commune l'obligation d'ouvrir et d'entretenir une école primaire élémentaire. Près d'un demi-siècle plus tard, Jules Ferry complète ce texte par les lois des 16 juin 1881 et 28 mars 1882.

L'enseignement primaire est désormais gratuit, laïque et obligatoire pour tous les enfants. Le recrutement des instituteurs et des institutrices est réglementé : pour enseigner dans une école publique, il faut avoir 18 ans révolus et posséder un brevet de capacité, obtenu par examen, ainsi qu'un certificat de civisme et de bonnes mœurs, délivré par le maire.

L'ancienne mairie accueille la première école communale de Décines. Construit en 1843, ce bâtiment est conçu pour recevoir deux classes primaires et comporte deux logements pour les instituteurs. C'est une mairie-école typique de la III<sup>ème</sup> République, comme on en trouve dans de très nombreuses bourgades de France.

### 51 m<sup>2</sup> pour 60 élèves

Cependant, le village va se développer et sa population augmenter. La « maison commune » devient exiguë et les deux classes surchargées : en 1880, l'une d'elles accueille une moyenne de 55 à 60



© Studios Villeurbanais

A l'heure de la récréation, dans la cour maternelle de La Soie, en 1974.

Les nouvelles salles de classes conçues, en 1928, par l'architecte André Texier.



élèves dans 51 m<sup>2</sup> ! Une petite guerre va même s'engager entre le conseil municipal et les instituteurs, chacun se battant afin d'obtenir les quelques mètres carrés nécessaires à l'exercice de ses fonctions. A chaque rentrée, le flux grossissant des nouveaux élèves cause quelques soucis à la municipalité : dans les années vingt, celle-ci est contrainte de louer des maisons individuelles pour y installer des classes !

Cette situation va durer jusqu'en 1932... année où une nouvelle mairie et un groupe scolaire comportant 6 classes chacune et 12 logements voient le jour. Situé au centre géographique de la commune, le nouvel ensemble scolaire permet à tous les enfants de s'y rendre plus aisément.

A la même époque, dans le quartier qui prendra le nom de l'usine, la Société Lyonnaise de Soie Artificielle construit une école pour les enfants de son personnel. Propriété de la SLSA, l'école restera privée jusqu'à la fermeture de l'usine, en 1959, et son acquisition par la ville.

Durant une vingtaine d'années, la population se stabilise et la commune connaît une période plus calme. Mais, à partir des années 50, l'arrivée de nouvelles industries conduit à un deuxième bouleversement démographique, qui engendre de nouveaux besoins en bâtiments scolaires.

### Quatre nouveaux groupes scolaires en dix ans

La construction de l'école des Marais, en 1955, est suivie, en 1958, par celle de Prainet, puis de Beauregard.

Le village est devenu une ville. De nouveaux quartiers sortent de terre, avec leurs équipements et leurs écoles primaires et maternelles. Et, entre 1965 et 1975, quatre groupes scolaires voient le jour : La Berthaudière, Charpieu, Le Sablon et Prainet II. ◆

A lire également, sur ce sujet :

« L'architecture de l'entre-deux guerres : de l'école au centre-ville », *Décines Magazine* n°94, octobre 1990.

« Une maison trop commune », *Décines Magazine* n°115, octobre 1992.

« Ecole de la Soie : du privé au public », *Décines Magazine* n°155, septembre-octobre 1996.

### Exposition « 100 ans d'école »

Jusqu'au 9 janvier 2000  
hall du Toboggan

Réalisée par le service scolaire municipal et Jean-Claude Zagonel, avec la participation des groupes scolaires de Décines. Cette exposition comporte, notamment, la reconstitution d'une salle de classe du début du siècle, avec tout son matériel et accessoires...

**CARTES POSTALES** Il fut une époque où la corvée de linge était «lessivante» : par tout temps, il fallait se rendre au lavoir, frotter, frapper, tordre... Une activité éreintante pour toute la ville !

## Les lavandières de Charpieu

Il fut un temps où la machine à laver ne tenait pas encore la vedette. La corvée de lessive était donc loin d'être une mince affaire. Un panier ou une bassine emplis de linge sale, parfois une planche pour mieux frotter, du savon, une brosse en chiendent et un bon battoir s'empilaient dans la brouette pour enfin prendre, été comme hiver, la direction du lavoir. A Décines, comme dans de nombreux villages, plusieurs quartiers étaient dotés de leur propre équipement. Place de la République pour Charpieu, place Etienne Buyat, à proximité du canal...

### De l'art de lessiver la ville

A Décines comme ailleurs, ce n'était pas toujours ses beaux draps qu'on se contentait de battre... car, si le simple «batillon» allait bon train, celui à paroles aussi ! Au lavoir, outre son linge sale, on pouvait aussi y «lessiver» toute la ville !



© Archives municipales Ville de Décines/ Collections privées

Au premier plan, une brouette, outil indispensable pour charrier linge et matériel.



1900, 1940 ou 1975, le paysage est resté immuable autour de la place de la République. Aujourd'hui, le lavoir a disparu. Seule subsiste la fontaine, déplacée en contre-bas.

Les simples «buyandières», comme les laveuses professionnelles, y «japillaient» volontiers telles «des avocates de platte»\*. Les mauvaises langues, tout aussi agiles, prétendaient même que si, «au lavoir, on lave le linge, on salit les gens» ! Qu'importe, en ce «royaume du commérage», cette activité annexe ne pouvait qu'adoucir sensiblement la dure tâche : en toute saison, par tout temps, il fallait, pliée en deux, plonger, frotter, frapper, rincer, puis tordre pour mieux essorer.

### Interdit aux chiens

A la fin du XIX<sup>ème</sup>, comme au début du siècle suivant, ces lieux très prisés faisaient parfois preuve de certains débordements. Ainsi, commença-t-on, en 1888, à réglementer leur

usage : avis à ceux qui se permettraient de dégrader les fontaines et lavoirs publics : ils seront passibles de procès-verbaux et d'amendes.

En octobre 1915, la règle se fit encore plus précise et rigoureuse. Un arrêté municipal interdit «l'emploi industriel» de leurs eaux, de rincer dans les lavoirs «des objets sortant d'un bain de teinture ou de produits autres que ceux employés au lavage habituel du linge», d'y jeter des corps étrangers (pierre, bois...), comme d'y faire baigner les chiens.

Au fil des ans, avec l'arrivée de l'eau courante dans les maisons, puis, avec la démocratisation de la machine à laver dans les années 50, les lavoirs se désertèrent peu à peu, pour enfin se vider et disparaître... Autres temps, autres mœurs. ♦

\* Buyandière : lavandière ; batillon : battoir ; japiller : parler ; platte : ancien bateau lavoir, en parler lyonnais.

Sources : <http://lavoirsthrone.free.fr>, archives municipales.

**METIERS D'AUTREFOIS** Une grosse paire de moustaches, surplombée d'un képi et à moitié dissimulée dans les taillis, guettant le contrevenant... l'imagerie populaire, largement relayée par les films des années 40 et 50, a fait du garde champêtre un bonhomme parfois sournois, souvent débonnaire. Qu'en était-il à Décines ?

## L'indispensable garde champêtre

Le garde champêtre jouait un rôle essentiel dans la commune : il devait faire respecter la loi et, à cet effet, il pouvait dresser des procès-verbaux. Il devait aussi surveiller les propriétés des habitants et veiller à ce que leurs troupeaux n'occasionnent pas de dégâts. Il pouvait également être chargé de conduire à l'asile les personnes représentant un danger pour la morale et la sécurité des biens.

Ce métier ne devait pas toujours être de tout repos ! En effet, en 1901, le conseil municipal décidait l'achat de revolvers et de munitions au garde, en raison des dangers auxquels il pouvait être exposé au moment où les récoltes arrivaient à maturité.

### Des cabarets bien surveillés !

Certains gardes étaient appréciés, d'autres beaucoup moins. Tel fut le cas de l'un d'entre eux, en 1835. Il avait été remplacé, à la suite des plaintes répétées des habitants, qui lui reprochaient de négliger son travail : il semblerait, en effet, qu'au lieu de battre la campagne, il préférât passer des journées entières au cabaret. Son successeur fut, à son tour, destitué. Sa surveillance n'était pas très vigilante et sa présence faisait défaut, non seulement à l'intérieur des cabarets, mais, surtout, à leur sortie.

C'est le maire qui, avec l'accord de son conseil, choisissait le garde champêtre parmi les hommes de bonne renommée, vétérans nationaux ou anciens militaires. A la fin de l'année 1840, son traitement annuel passait de 375 à 400 francs, à condition qu'il veille aussi à l'entretien des chemins et en comble les ornières.

En 1856, le conseil désigne J. Manuel, sans pour autant révoquer le garde en fonction. Agé et de faible santé, on donna à celui-ci une tâche plus facile et moins pénible : le nettoyage des lavoirs

publics et des rigoles des fontaines, pour la somme de 100F.

En général logé par la commune, le garde recevait une indemnité. Lorsqu'on était satisfait de lui, il obtenait une gratification. Ainsi, en 1865, le garde provoqua la satisfaction générale et l'appréciation du conseil pour «son intelligence et son activité».

### Prime à l'amende

En 1880, le traitement annuel s'élevait à 600F. Huit ans plus tard, il atteignait 800F avec, pour charge supplémentaire, celle de remonter l'horloge. En juin 1904, le garde champêtre réclamait une augmentation de 100F. Le conseil refusa, mais décida que, pour chaque procès-verbal dressé pour vol, les contrevenants devaient payer une gratification de 5F au garde. Peu après, le conseil dut vite remédier à l'inflation de procès-verbaux qui s'abattait alors sur la commune : il fut décidé que, dorénavant, le garde ne pourrait en dresser que pour les délits d'une relative importance et, si son travail était bien fait, il obtiendrait une gratification en fin d'année. En 1910, il se vit doter, non seulement, d'une augmen-

tation qui portait son traitement à 930F, mais aussi d'une assurance contre les accidents.

En 1911, le voilà vêtu de neuf : on lui acheta un pantalon et un képi. Mais, en mai 1914, il se plaint à nouveau de la modicité de son traitement. C'était bien simple : s'il n'était pas augmenté, il se verrait dans l'obligation d'aller voir ailleurs, pour trouver un emploi plus rémunérateur. M. Moulin étant un employé très consciencieux, le conseil lui vota vite un supplément de 100F.

### Des enfants du pays

En 1919, le conseil reçut une circulaire préfectorale concernant la réorganisation de la police. Cependant, il considéra que la présence permanente d'un garde champêtre était indispensable dans la commune. D'autant plus que, en ce qui concernait la surveillance des récoltes, nul autre que lui (généralement un enfant du pays) ne connaissait mieux les limites des champs et le nom de chaque propriétaire. La fonction du garde devait donc être maintenue, avec les mêmes attributions. ♦



Au tout début des années 30, le personnel municipal pose devant l'ancienne mairie. Au dernier rang, en uniforme et képi : M. Fisher, le garde champêtre de l'époque. Il est entouré de (gauche à droite) : M. Seyne (employé de bureau), Henri Moutin (secrétaire général), et M. Laurent (cantonnier). Au premier rang : M. Flandrin (employé à la voirie), M. Rouzière (porteur de plis), Mlle Colin (dactylo), Mme Moutin (secrétaire adjoint) et Mme Dalmais (dame de service).

**AOÛT 1914** La plupart des hommes en âge de travailler viennent d'être mobilisés. Les meilleurs chevaux ont été réquisitionnés. La pénurie et l'inflation sont à craindre. Dans le petit village de Décines-Charpieu, il faut désormais s'organiser...

## La vie pendant la Grande Guerre [1]

1<sup>er</sup> août 1914, 5 heures du soir : la France doit prendre les armes, le gouvernement lance un ordre général de mobilisation. Le lendemain, le maire, Pierre Lacourbat, et son conseil se réunissent en séance extraordinaire. La situation est critique : *« Cette mobilisation, qui enlève tous les hommes jusqu'à 48 ans, oblige les municipalités à prendre dès ce jour les mesures les plus propres à rassurer la population et spécialement les familles privées de leur chef et qui se trouvent dans le besoin (...) les soldats appelés à la frontière seront au moins soutenus par la pensée que ceux qu'ils ont laissés au foyer n'endureront aucune souffrance matérielle. Dans les graves circonstances que nous traversons, appel est fait à tous les hommes qui ne sont pas au service de l'armée de prêter leur concours à la municipalité pour organiser les services de subsistance de la population et aider aux cultivateurs dans leurs travaux urgents. »*

*Chacun a le devoir de se mettre entièrement au service de la patrie envahie (...) La municipalité compte sur le patriotisme de tous pour être à la hauteur des graves circonstances que notre patrie traverse actuellement».*

### Entraide et solidarité

Le constat est clair : dans le petit village agricole de Décines, qui compte 1 100 habitants, la plupart des hommes en âge de travailler viennent d'être mobilisés. Il va donc falloir réorganiser la vie quotidienne et s'entraider.

La création d'une garde civile de quinze hommes pour assurer *« le bon ordre et la sécurité »* s'effectue sans difficulté : six personnes seulement sont désignées car neuf offres, *« acceptées avec reconnaissance »*, ont lieu spontanément. Il en est de même pour le service incendie. Seize anciens pompiers *« remplissent »* pour former une division provisoire.

Mais, lorsque le moment des moissons

arrive, le manque de bras se fait sentir, sans parler du temps pluvieux, ce qui n'arrange rien...

Dans les villes d'alentour, la situation est identique. Des comités de Villeurbanne et de Vienne proposent de former des équipes de battage. Décines décline cette offre, les cultivateurs de la commune et leurs ouvriers s'étant entendus pour organiser le travail. L'entraide et la solidarité se révèlent efficaces : le 9 août, un quart de la récolte est battu et rentré ; le 23, elle l'est aux trois quarts. La seule machine à battre fonctionne encore et le rendement du blé est celui d'une année moyenne.

Cependant, dès octobre, l'année à venir s'annonce inquiétante, car les 93 meilleurs chevaux de la commune ont été réquisitionnés. Comment faire, dans ces conditions, pour assurer plus du tiers des semailles ? Comme toujours en temps de guerre, l'alimentation va constituer une grave préoccupation.

### Les premiers restos du cœur

Un « bureau de bienfaisance » est rapidement créé\*. Il vient d'abord en aide aux femmes dont les maris ont été mobilisés, en leur accordant un premier secours en pain. Puis, l'ouverture d'une cuisine municipale permet d'offrir, chaque jour, un repas à toute famille nécessitant tant qu'elle n'aura pas perçu l'allocation militaire. Celles qui n'y ont pas droit recevront des secours en nature, lors de distributions hebdomadaires.

Dès le début du conflit, il apparaît que les provisions personnelles de blé ou de farine sont quasiment inexistantes. Quant aux boulangers, ils disposent tout au plus de 15 balles de farine. Il est d'ailleurs bien difficile de s'approvisionner, car la meunerie ne livre que contre paiement au comptant. Le conseil municipal, redoutant la mainmise de l'armée sur les moulins et en prévision de la pénurie qui menace de se produire sous peu, décide d'acheter immédiatement 200 balles de farine.



1<sup>er</sup> août 1914 : tous les hommes, y compris ceux de la classe 1887, sont mobilisés.

Le maire est chargé de l'achat de la marchandise. Il négocie 150 balles à Décines et va en quérir 50 autres, de seigle, à Pont-de-Cheruy. Ces dernières seront mêlées au froment à proportion d'un quart, afin de pouvoir maintenir le prix du pain à 40 centimes le kilo. Le stock est emmagasiné dans les locaux de l'école pour être délivré, à prix coûtant et au comptant, au fur et à mesure des besoins des boulangers ou des particuliers.

A circonstances exceptionnelles, mesures particulières : le conseil, accordant la plus grande confiance au premier magistrat de la ville, le charge aussi de percevoir le produit de ces ventes.

Las ! Toutes ces prévisions n'empêchent pas qu'au mois de juin 1915, l'insuffisance de la production locale oblige à une entente avec un boulanger de Meyzieu : celui-ci expédiera chaque jour, par le tramway, du pain à M. Merlin, au café de l'Agriculture, qui le revendra aux clients intéressés. ♦

*A suivre...*

\* Voir Décines Magazine n°171, avril 1998.

**AOÛT 1914** La plupart des hommes en âge de travailler viennent d'être mobilisés. Les meilleurs chevaux ont été réquisitionnés. La pénurie et l'inflation sont à craindre. Dans le petit village de Décines-Charpieu, il faut désormais s'organiser...

## La vie pendant la Grande Guerre [2]

Début octobre 1914, des circulaires préfectorales enjoignent aux communes de venir en aide aux soldats blessés ou au front. Les uns et les autres manquent de couvertures et de vêtements chauds. Le conseil municipal, qui ne veut pas être en reste, décide donc de suivre « ces mouvements de charité et de défense nationale s'étendant à toute la France » et lance une quête afin de recueillir des dons en nature et en espèces. Etant entendu, toutefois, que la moitié de ces ressources sera attribuée aux familles des militaires mobilisés.

### Des bons points «réclame»

L'été suivant, une nouvelle circulaire, signée du Sous-Préfet, préconise l'achat de timbres-réclame anti-allemands, une sorte de nouveaux «bons points», que les instituteurs distribueront aux élèves modèles, « en témoignage de satisfaction pour leur bonne conduite et leur application ». A l'unanimité, le conseil vote 10 F pour cet achat, car un des meilleurs moyens de combattre le retour du «commerce allemand» n'est-il pas « de mettre sous les yeux de nos enfants le spectacle des ruines accumulées par ces barbares contemporains, notamment l'incendie de la cathédrale de Reims, cette merveille d'architecture dont la perte est irréparable comme aussi celui des assassinats lâchement commis sur des femmes et des enfants sans défense » ?

Participation au traitement des malades et blessés des armées russes, aides aux agriculteurs des régions dévastées (« Il est de notre devoir de solidarité la plus élémentaire à nous, relativement privilégiés de la guerre, de venir en aide à nos frères ruinés »)... La commune, outre ses propres «bonnes œuvres», va contribuer, tout au long du conflit, à divers efforts et causes nationales en octroyant des subventions ou en organisant, comme en février 1917, une tombola en faveur de la création d'un sanatorium, à Seyssuel,

pour les militaires tuberculeux. Fin août 1915, le bilan se révèle lourd. Après 13 mois de guerre, on déplore déjà, parmi les soldats mobilisés de Décines, huit morts au champ d'honneur, six disparus et neuf prisonniers. Le conseil décide de venir en aide à ces derniers en leur envoyant, chaque mois, un colis.

### Le maire va aussi au charbon

Si l'alimentation représente un souci, le chauffage l'est tout autant. En 1916, l'approvisionnement en combustible devient complexe. Après s'être occupé des provisions nécessaires à l'école et à la mairie, le maire réussit également à trouver une maison apte à fournir un stock de charbon suffisant pour subvenir aux besoins d'une partie de la population.

Plusieurs dizaines de tonnes sont ainsi négociées et mises d'abord à la disposition des familles de mobilisés et des indigents. Quant au surplus, il est prévu de le vendre en petite quantités à toute personne en faisant la demande, mais pas avant que les marchands de la commune ne se trouvent en rupture de stock.

Malheureusement, la loi exige un paiement au comptant et la caisse communale n'est pas assez fournie.

Le maire, Pierre Lacourbat, propose alors d'avancer, personnellement et sans intérêts, les fonds nécessaires, que le receveur municipal lui remboursera après l'encaissement du produit des ventes aux particuliers.

En mars 1917, pour parer à la rareté des denrées

et à la spéculation qui en découle, la municipalité désire constituer un petit stock de produits de base, tels que le riz (2 000 kg), les pâtes (1 500 kg) ou la farine (5 balles). Sur le plan financier, M. Lacourbat procédera comme pour le charbon.

En septembre, on s'organise en prévision de l'hiver. On sait déjà que, pour 433 ménages, on ne disposera pas de plus de 13 000 kg par mois. Deux sortes de cartes d'approvisionnement sont donc établies : 30 kg de combustible par ménage de 1 à 3 personnes et 35 kg pour ceux de plus de quatre.

Toutes ces opérations d'achat et de revente permettent de réaliser quelques bénéfices, répartis entre le Sou des écoles, le Bureau de bienfaisance, l'Oeuvre des prisonniers de guerre et celle des pupilles de la Nation.

Après quatre longues années qui ont bouleversé l'existence de tous, le conflit s'achève enfin, le 11 novembre 1918. Décines, comme toutes les communes de France, a payé un lourd tribut. En témoignent encore les quarante-deux noms gravés sur le monument aux morts. ♦



Septembre 1914 : le 97<sup>ème</sup> territorial prenait la pose devant le château de Saint-Prix, à Charpieu.

# L'ARRIVEE DES ARMENIENS A DECINES

*La communauté arménienne de Décines, estimée à environ 2 500 personnes, représente 10 % de la population de la commune. L'histoire de cette communauté, aujourd'hui parfaitement intégrée, reflète à la fois celle de son peuple et celle de notre ville.*

L'arrivée en France des Arméniens de Décines s'est étalée sur une période de quinze ans : de 1915 à 1930, mais surtout à partir de 1922, avec une pointe en 1925.

Cette arrivée massive n'est pas propre à notre commune. En effet, après le génocide du peuple arménien par l'Empire Ottoman, en 1915, la majorité des survivants a choisi l'exil, fuyant les massacres, les déportations et les conversions forcées à l'Islam.

## Réfugiés

Dispersés dans des lieux d'accueil provisoires, notamment en Grèce et en Bulgarie, ils furent nombreux à choisir la France, celle-ci ayant un besoin vital de main-d'œuvre en raison des nombreuses pertes de vies humaines causées par la guerre de 1914/1918. Leur entrée a eu lieu par vagues successives, jusqu'en 1932, date à laquelle la crise économique a arrêté momentanément l'immigration. D'autres vagues ont suivi, les plus récentes se poursuivant encore aujourd'hui, en provenance du Moyen-Orient, en particulier du Liban.

## Main-d'œuvre

C'est la création de la Société Lyonnaise de Soie Artificielle qui est à l'origine de la colonie décinoise. Fondée en 1923, au moment de la mise en fabrication



**Le monument aux morts arméniens du Génocide, place de la Libération.**

d'une nouvelle fibre, la soie artificielle, la S.L.S.A., qui deviendra plus tard la Société Lyonnaise de Textiles (S.L.T.), se trouva rapidement confrontée à un manque de main-d'œuvre. La société envoya alors un certain Parnak Beylerian recruter du personnel arménien en Grèce. Les premiers qui avaient obtenu un contrat de travail à la SLSA arrivèrent à Décines en 1925. Ils furent suivis par beaucoup d'autres, qui s'installèrent dans le quartier des Bruyères, qui devint alors celui de « la Soie », dans la cité du chemin de fer, avenue Jean Jaurès, et aussi à la Poterie, une usine désaffectée, rue Paul Bert. Ce noyau fut bientôt grossi par un autre phénomène : dispersés dans le pays au hasard de leur contrat de travail, les Arméniens tentaient rapidement de se regrouper afin de faire revivre une sorte d'Ar-

ménie intérieure. Traumatisés par le génocide et l'exil forcé, ils ressentaient la nécessité « de reformer entre eux une Arménie extra-territoriale ».

## Autour de La Soie

Des quartiers arméniens se sont ainsi créés, sous forme de rues : rue Arago, de la Fraternité, Danton, Nungesser, avenue Bernard Palissy.

Après la seconde guerre mondiale, la communauté s'est peu à peu dispersée géographiquement, dans la commune et en dehors. C'est ainsi qu'en 1966 « Cornavent » est devenu le premier quartier arménien de Décines, à la suite de « l'expulsion » des occupants des cités, conséquence de la fermeture de l'usine en 1959. Les derniers arrivés, entre 1968 et 1983, originaires du Moyen-Orient et de Turquie,

ont eu tendance également à se regrouper, d'abord à la Soie, puis avenue Edouard Herriot, dans un ensemble d'immeubles collectifs.

Si, de 1926 à nos jours, le pourcentage des Arméniens dans la population décinoise est resté assez stable, de 9,9 % à 12 % environ, l'accroissement fut, en revanche, très important en 1931 : les Arméniens représentaient alors 25 % de la population totale, un Décinois sur quatre !

## « La Petite Arménie »

Dans une commune colonisée par les étrangers dans l'entre-deux-guerres (54,77 % d'étrangers en 1931), les Arméniens représentaient, de loin, la première minorité étrangère (jusqu'à 55,24 % des étrangers en 1936). Avant la dernière guerre, la colonie arménienne était encore la première minorité étrangère de la commune.

C'est de cette époque que date le surnom de « petite Arménie » donné à la communauté de Décines par les Arméniens des autres colonies de France, en raison notamment du dynamisme des activités politico-culturelles développées sur place.

La communauté est passé de 352 personnes en 1926 à près de 2 500 aujourd'hui, suivant en cela la croissance de la commune, qui a vu sa population multipliée par 7 (24 600 habitants contre 3 545 en 1926) !

Incontestablement, l'expansion et le dynamisme de Décines, depuis les années vingt jusqu'à ce jour, doit beaucoup aux réfugiés arméniens et à leurs descendants.

**D'après l'étude réalisée par Mireille Bardakdjian « Les Arméniens de Décines », in revue Le Monde Alpin et Rhodanien, n° 3-4/1989 « Migrations ». Centre Alpin et Rhodanien d'Ethnologie, Grenoble.**

**MAI-JUIN 1936** Des grèves éclataient partout en France. Le mouvement gagna Décines, qui comportait deux importantes usines : celle de la Soie et celle de Gifrer et Barbezat.

## Il y a 70 ans, le Front Populaire

**A**u printemps 1936, l'usine Gillet de Vaulx-en-Velin avait vu se dérouler une longue grève. Avant tout le monde. Puis vinrent les élections qui donnèrent la victoire au Front Populaire, et le pays fut pris d'une fièvre joyeuse. La contagion gagna Décines. Le 1<sup>er</sup> mai avait connu, aux dires des observateurs, une ampleur inaccoutumée. Le cortège syndical, estimé à 1 500 personnes, partit du chemin de la Poudrette pour se rendre jusqu'à la place de la nouvelle mairie. A la demande du comité, les commerçants avaient manifesté leur sympathie en fermant les magasins. Des vendeurs offraient des églantines au bénéfice du comité de secours aux grévistes (...) Les ouvriers de Vaulx firent des collectes (...) Les maires de Villeurbanne, Vénissieux, Bron, Vaulx et Décines intervinrent conjointement auprès du préfet du Rhône pour que cesse le face-à-face dangereux avec les forces de l'ordre et que soit trouvée une solution au conflit.

### Le temps des cerises

Partout, en France, éclataient des grèves, comme en écho à la victoire électorale de Léon Blum. Le lundi 14 juin, les ouvriers de chez Gifrer et Barbezat présentèrent avec succès un cahier de revendications à la direction. Les salaires furent majorés, s'y ajoutèrent des primes d'ancienneté. «En raison du bon esprit qui n'a cessé de régner, aucune cessation du travail n'a été nécessaire» (1). Le 16 juin, la Société Lyonnaise de Textile (SLT) bougeait. A 16h, l'usine - qui n'avait jamais connu le moindre conflit - était occupée. (...) «Ça s'est passé comme dans toutes les usines, et je me rappelle, c'était en période de cerises, parce que Madame Cusin (2), qui avait une propriété à Saint-Maurice-de-Beynost, y avait cueilli des cerises, devant tous les grévistes qui étaient là en bordure du grillage. Elle est rentrée, elle leur a distribué son panier. Ils jouaient de l'accordéon. Après, il y a eu

le défilé, qui partait du restaurant (...)».

### «Soutien en bloc»

«Ça a été formidable, c'est ce qui m'a le plus frappé !», se souvient un ancien employé de mairie. En 36, les grévistes sont venus trouver le maire, qui a dit : «*Je vous soutiens en bloc*»\*. Ils avaient fait un cahier de revendications, et ils ont occupé l'usine. L'usine avait une cheminée de plus de 100 m de hauteur, la CGT a monté le drapeau à la cime, ça a fait du bruit dans la région. Alors, puisqu'ils ne sortaient pas, ils ont demandé qu'on puisse les nourrir. Il y avait beaucoup de femmes dans l'usine. Des filles sont venues me voir pour taper leur cahier de revendications, alors je leur ai prêté une machine à écrire. Elles tapaient et elles dansaient dans cette mairie, une joie formidable. Quand ils ont voté les congés payés et les conventions collectives, oh la ! Ça a été inouï !». Pendant quelques jours, le cours normal de la vie fut suspendu. La boulangerie Michelet livrait son pain aux grévistes, la boucherie Koutjoukos la viande pour le bureau de bienfaisance. Le 18 juin, l'assemblée décida qu'il n'était pas convenable que les femmes passent la nuit dans l'usine et, à 19h, elles rentrèrent dans leurs foyers. Mais, le lendemain, à 7h30, elles étaient là. «*Tout se passe dans le calme*», expliquait la CGT, fière d'une influence toute neuve. «Malgré la résistance patronale, les ouvriers ont décidé d'occuper jusqu'à entière satisfaction» (3). L'enthousiasme n'était pas général. «A cause des manifestations je suis ici alors !», rappelait une dame qui avait fui la Russie bolchévique



que et craignait de voir se lever à Décines le spectre d'une révolution. Mais le courant était puissant. «On suivait, on était obligés. On n'a pas pris carte CGT, on a pris chrétien (4). Certains en ont pris deux pour être tranquilles».

### Un bilan «pas si mauvais»

La grève cessa le 22 juin. Lorsque tout rentra dans l'ordre, la direction de la SLT fit assigner la mairie et le syndicat ouvrier du Textile CGT en justice pour un manque à gagner qu'elle estimait à 288 330 F et 95 centimes (...) La société fut déboutée de ses demandes au tribunal. Les ouvriers les moins favorables au mouvement en convenaient : «On a eu les congés payés, la semaine de 40h. Ils ont enterré la semaine de 48h». Le bilan n'était donc pas si mauvais. ♦

*Extraits de «Décines, une ville, des vies», Philippe Videlier, Editions Paroles d'Aube, 1996.*

(1) *Le Progrès*, 17 juin 1936 (2) *Epouse du directeur de l'usine* (3) *Le Progrès*, 19 juin 1936 (4) *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.*

\* *Le 8 juin, le maire, Alphonse Presson, avait fait voter par le conseil municipal une subvention exceptionnelle de 1 300 F au Bureau de Bienfaisance pour secourir en nature les ouvriers grévistes des usines et chantiers de Décines.*

# DECINES ET SES RUES

## LES RESISTANTS

*Plusieurs rues de la ville portent le nom de certains de ses habitants qui n'ayant pas accepté la capitulation de juin 1940, s'engagèrent, au péril de leur vie, dans la Résistance.*

*L'opération «Décines et ses rues» qui se déroulera en mai et en juin (voir p. 8), nous permet de replonger au cœur de cette page d'histoire encore récente et d'évoquer des personnalités qui sont maintenant à l'honneur en divers lieux de la commune.*

### Emile Bertrand

Né à Lyon, le 18 mai 1920. Il résidait, à Décines, rue Jules Ferry et travaillait aux établissements Lumière. Réfractaire au S.T.O., il adhéra, en 1943, aux Francs-Tireurs et Partisans. Il fut arrêté chez sa sœur, avec **Pierre Blanc**, le 6 octobre de la même année, par la brigade anti-terroriste. Condamné à mort, il fut guillotiné, le 3 novembre 1943, dans la cour de la prison Saint-Paul, il est inhumé à Décines, avec son frère **Louis Bertrand**, tué à Montchal, par les GMR, le 19 mars 1944, au cours d'une opération dirigée contre les partisans de l'Azergues.

### André Brun

Né le 19 mai 1920, à Décines, il habitait rue de l'Egalité. Evadé d'un chantier de jeunesse, il prit le maquis de Saint-Reine-en-Bauge (Savoie). Fusillé le 1er mai 1944 par les Allemands.

### François Jego

Résistant, déporté.



André Brun

### Maurice Sauthier

Né le 21 juin 1918, à Bourg-Saint-Maurice, il tenait, avec ses parents, le «Café de la gare», qui servait de boîte aux lettres entre les maquis du Plateau de Crémieu et la Résistance à Lyon. Membre des Sauveteurs et Avirons Décinois, il utilisa également leur «cabanon» pour cacher des armes sous les barques. Appartenant au réseau «Combat», il fut arrêté le 19 juin 1943 par la Gestapo, au retour d'une mission à Bourgoin. Emprisonné à Montluc, Fresne,

Compiègne, Weimar et Dora, il rentrera le 12 mai 1945, avec une santé très ébranlée. Il décéda, treize années plus tard, le 30 octobre 1958.

### Marino Simonetti

D'origine italienne, il participa à la guerre d'Espagne. Il prit le maquis dans les Pyrénées.

### Adolphe Vout

Soldat de 2e classe, engagé volontaire au 23e Régiment d'Infanterie Coloniale, il est mort au combat, le 26 novembre 1944.

A ces quelques noms, on peut ajouter ceux qui figurent sur le Mémorial de l'oppression :

**Léon Demauve, Charles Grand et Désiré Obaton**, arrêtés le 5 janvier 1944, par la Milice et la Gestapo, au cours de la même rafle.

**Jean Jarret et Emile Monier**, arrêtés le 2 février 1944 lors d'une visite inopinée de la Milice et de la Gestapo. Disparus au cours de leur déportation.

**Joseph Elkeletian**, porteur d'une croix de Lorraine et d'un ruban tricolore, il fut arrêté en compagnie de **Joseph Mirzoyan**, par la Milice, le 14 juillet 1944, rue de la République à Lyon.

### Eugène Monnet

**Paul Gilbertas**, arrêté le 9 mars 1944, à Villeurbanne.

**Philibert Piccot**, arrêté à Décines, le 17 mars 1944 par la Gestapo.

**Jean Scalabrino**, arrêté le 12 juillet 1944, à Décines.

Pendant la seconde guerre mondiale, de nombreux autres décinois sont également morts pour la France :

**Bergeret François, Boudet Claudius, De Marini Olympio, Derboghossian Garabed, Dumontet André, Klapa Vincent, Gagnaire Antoine, Petigny Georges, Plantier Albert, Thevenard Louis, Vitale Albert, Vial Georges.**

Prisonnier de guerre mort en captivité : **Latreille Jean-Louis.**

F.F.I. : **Bertrand Jean, Giovannetti Charles, Janin Léon, Plantier Victor, Plantier Louis, Munch Henri, Venden Breden Cyrille.**

Tué aux colonies : **Ballet René.** ■

IL Y A CINQUANTE ANS

# La libération de Décines

**Août 1944. La «guerre» n'en finissait plus. Cependant, depuis le 15 août, jour du débarquement allié en Provence, l'espoir revenait. On attendait. On attendait l'arrivée du maquis et des Américains. Plus les jours s'égrenaient, plus l'atmosphère devenait tendue.**

**Beaucoup de bruits couraient, les nouvelles contradictoires se succédaient. Certains avaient vu les alliés ici, d'autres là...**

**M**ais ces libérateurs n'arrivaient toujours pas! Et les Allemands ne partaient pas. Au contraire, à la fin du mois, on en voyait de plus en plus qui passaient ici ou là, réquisitionnant vélos, autos, nourriture, pour préparer leur fuite. Au détour des chemins, des chars apparaissaient, vraisemblablement perdus, fuyant les combats dans le département de l'Isère ou un peu plus bas. Parfois, des gens accouraient, persuadés que c'étaient les Américains qui arrivaient. Partout, on craignait les réactions de ces occupants nerveux et apeurés. Route de Jonage, les habitants étaient consignés chez eux par les Allemands qui avaient installé un barrage. Aux Sept-Chemins, non plus, il ne faisait pas bon s'approcher du terrain d'aviation, les gardes ayant la gâchette facile, d'autant plus que l'aérodrome était le théâtre



*Halte américaine, peu après l'entrée dans la ville (Collection F. Jacuzzi)*

de combats aériens et d'explosions multiples. Aux Marais, on redoutait que les Allemands n'ouvrent une brèche dans la digue du canal afin d'inonder le quartier. Un jour, ils menacèrent de faire sauter le pont de Décines, obligeant les habitants de l'autre rive à venir se réfugier au café Vuillaumet (aujourd'hui «La Passerelle»).

## Des accrochages

Jeudi 24, quelques autos défilèrent : c'étaient de jeunes garçons armés de vieux pistolets et presque sans munitions. Ils élevèrent une barricade à l'intersection des routes de Vaulx et de Crémieu. Blâmés par les chefs de la Résistance, ils se réfugièrent aux Marais et y campèrent quelques jours. C'est le 24 encore que le capitaine Marcel Desplaces dit Jim et Otello Marzioni dit Tito, accompagnés du père et du fils Danvaux, trouvèrent la mort. Partis, au moment de l'insurrection de Villeurbanne, pour aller chercher des armes

dans une cachette, ces résistants se heurtèrent, sur le chemin du retour, à un barrage dressé sur la route de Jonage.

Mercredi 30 août, un autre accrochage faillit très mal tourner. Une patrouille allemande fut attaquée par des résistants à l'angle de la rue Paul Bert et de l'avenue Maréchal Pétain (dénomination de l'avenue Jean Jaurès sous l'occupation). Echange de coups de feu. Le «père Koranian», qui jardinait à l'emplacement de l'actuel square Bufflier, reçut une balle dans l'épaule. En représailles, les Allemands installèrent des canons de 37 et tirèrent trois obus dans l'axe de l'avenue, occasionnant des dégâts sur les façades. Ils envoyèrent également quelques rafales de mitrailleuses. Une dizaine d'otages furent pris et emmenés au champ de course de Villeurbanne, route de Crémieu. L'abbé Boge, curé des Bruyères, se présenta pour leur rendre visite et intercéder en leur faveur. En vain...

un sous-officier lui conseilla de ne pas insister, car le «commandant était très anti-religieux». Ils fallut attendre le lendemain, le 1er septembre à 18h, pour que les otages soient enfin libérés.

C'est à peu près au même moment que Gabriel Bruyas, l'ancien maire révoqué par le gouvernement de Vichy et membre du groupe de résistance «Combat», fut appelé à Lyon par Yves Farge, Commissaire de la République, qui lui apprit que la libération étant imminente, il devait reconstituer un conseil municipal avec des représentants de toutes les tendances de l'opinion.

## Soudain, l'Amérique

Dans la nuit du 1er septembre, du côté de la Soie, on entendit de violentes détonations et on aperçut des nuages de fumée. C'étaient les ponts de Lyon qui sautaient et les incendies qui détruisaient les wagons dans les gares. L'heure de la Libération semblait enfin proche...

En effet, le lendemain matin, les Allemands n'étaient plus là : ni postés devant le pont ou à proximité du café Merlin (aujourd'hui Nabas), ni ceux qui restaient encore au camp qu'ils avaient établi en bas du Mollard. Soudain, dans l'après-midi, la nouvelle fusa comme une trainée de poudre : «Les Américains ne sont pas loin! Ils arrivent! Ils sont là!». Les cloches se mirent à sonner à toute volée. Certaines s'agitant avant même que ne se pointe la première jeep, car le bouche à oreille avait précédé, et de

loin, les colonnes de la 36ème division d'infanterie qui arrivaient par les routes de Pusignan et Jonage.

Nombreux furent ceux qui, alertés par ces clameurs, se postèrent tout le long de l'avenue Jean Jaurès et attendirent patiemment. Un premier convoi de Résistants arriva en tractions, camions et cars. Quelque temps après, enfin, «C'est l'Amérique!!!». Les voilà, ces alliés tant espérés. Les hommes de troupe d'abord, qui établissaient les communications au fur et à mesure de l'avancée, en déroulant de grosses bobines de fils téléphoniques. Puis, les camions, les estafettes, les jeeps... Certains passèrent tout droit, sans s'arrêter, sous les acclamations, les ovations, les assauts des spectateurs en liesse qui grimpaient sur leurs véhicules. Enjoués, joyeux, volubiles, ils lançaient des paquets de chewing gum, distribuaient chocolats et cigarettes. D'autres s'arrêtèrent afin de passer la nuit à Décines, établissant des campements dans la rue, s'installant chez l'habitant. D'autres, encore, restèrent deux ou trois jours. Ils disposèrent du matériel aux points stratégiques : sur la place de la mairie, devant la gare avec une mitrailleuse en batterie.

### Une joie délirante

Ils étaient partout. Des jeeps montaient sur les trottoirs, entraient dans les cours pour distribuer des friandises aux enfants, repartaient ou s'installaient. On les accueillit du mieux que l'on put. Malgré la barrière de la langue, on discutait, on gesticulait, on arrivait à se comprendre, on échangeait boîtes de conserves contre produits frais et les légumes du jardin n'en réchappèrent pas. Dans



La «Jungle des Marais»  
(Collection J. Gagneux)

de nombreux quartiers, de petites fêtes furent improvisées. Ici, on jouait de l'accordéon, là on sortait quelques bonnes bouteilles, ailleurs, on se rejoignit au café du coin. C'était la joie, l'euphorie, le bonheur d'une liberté enfin retrouvée. On pouvait à nouveau parler, chanter, crier, écouter la radio...

Cependant, un soldat américain était tué près du pont par un soldat allemand, probablement embusqué avec d'autres dans les Marais. Alertés par un jeune Décinois accouru à la mairie, ses compagnons vinrent le chercher. Ils détachèrent la plaque sur laquelle était inscrit son matricule et ils chargèrent son corps. Mais ce n'était pas le même qui fut déposé dans la cour de Marcel Patuel, à la Bascule. Celui-ci était tombé du côté de Pusignan. De nombreux Décinois défilèrent pour se recueillir devant sa dépouille. Cet hommage, c'était la moindre des choses qu'on pouvait leur faire, aux Américains. Le jeune homme était marié et père d'un petit garçon. Autour du cou, il portait un médaillon. D'un côté, la photo de sa femme, de l'autre, celle de son enfant.

Le lendemain, dimanche 3, la fête continuait, autour d'un tonneau dans une cour, au cours d'un repas au bord du canal... «un jour de joie délirante». Nombre de maisons étaient pavoisées. On fêta les Américains avant que leur détachement ne quitte la ville. L'après-midi, les FFI, FTP et AS défilèrent, avenue Jean Jaurès, devant une foule énorme. A Charpieu, une manifestation émouvante eut lieu au monument aux morts. On chanta la Marseillaise...

### Étrange équipage

Aux Marais, les habitants, décidés à célébrer dignement l'événement, préparèrent des déguisements et un char. Décoré, fleuri, on y attela deux paires de boeufs blancs et deux vaches. Baptisé «La jungle des Marais», l'équipage traversa le pont, mit le cap sur la gare et remonta par la rue Emile Zola. Les plus jeunes suivaient à pied, les plus âgés, juchés sur le char, tendaient de petits filets pour récolter quelques pièces au passage. Les boeufs avançaient lentement et les nombreux specta-

teurs avaient tout le temps de trouver leur porte-monnaie. La collecte fut bonne. Avec, on s'offrit un «apéro» bien mérité et on donna le reliquat aux oeuvres sociales. ■

Article rédigé grâce aux témoignages de :

André Abrahamian, Charles et Maria Anzilutti, Philippe Baille, Marius Bordel, Claude Boulud, André Bruyas, Félix Chevarin, Edwige Chkouropadsky, Suzanne Coche, Antoinette Cottaz, Laurent Cottaz, Paul Dantonny, Andrée Duvau, Micheline Flandrin-Cossul, Joseph Gagneux, Maryvonne Gex, Paul Julien, Marcelle Leboeuf, Michel Louis, Marie Maigret, Jean Mardirossian, Francine Martel, Pierre Moutin, Olivier Neri, Marcel Patuel, Arlette Rome, Mathilde Rostaing, Hélène Saccucci, Louise Schlemmer, Marie Strohmeyer, Marcel Therras, Louis et Clotilde Wolf, Louis Zanitti. Les archives paroissiales de l'église des Bruyères communiquées par le Père Fritsch et le concours de Philippe Videllier, historien au CNRS.



Cinquante ans après la Libération, la traditionnelle cérémonie de commémoration organisée par l'ANACR et la municipalité a revêtu un éclat tout particulier. Le 3 septembre, devant une assistance nombreuse, en présence de toutes les associations locales d'anciens combattants et résistants et des personnalités, Pierre Crédoz a rendu hommage à tous ceux qui ont combattu la barbarie nazie, rappelant que «chacun d'entre nous a le devoir de faire vivre la mémoire et de transmettre le message aux générations futures».

**MAI 68** Après la révolte étudiante, la plupart des usines sont en grève. A Décines, la municipalité et bon nombre de ses habitants, toutes classes confondues, se mobilisent pour venir en aide aux ouvriers.

## L'entraide au pouvoir

**M**ai 68 : la révolte étudiante bat le pavé. Les barricades ferment la rue, mais ouvrent la voie (1). Les salariés suivent le mouvement en se lançant dans une vaste grève générale. Bien qu'à Décines, nul ne vérifie où est la plage (2), la ville, qui comporte une importante population ouvrière, se retrouve également concernée par les événements.

### Un vent de revendications

La situation justifie bien une séance extraordinaire : le 24 mai, le conseil municipal se réunit ainsi pour affirmer, à l'unanimité, «*sa solidarité sans réserve avec les mouvements des étudiants et des travailleurs qui se poursuivent à travers tout notre pays, et apporte son soutien entier à leurs légitimes revendications (3)*». Dans l'ambiance générale de contestation, l'assemblée demande donc que «*soient mises en place de profondes réformes de structure dans les domaines économique, politique et social, en accord avec les élus du peuple et les représentants qualifiés des organisations syndicales*». Plus encore, elle émet aussi le souhait «*que le pouvoir soit confié à des hommes jouissant de la confiance des Français, le gouvernement en place ayant perdu toute autorité depuis le début du mois*».

### Des mesures concrètes

Après ces considérations d'ordre national, le conseil va s'attacher plus particulièrement à la situation locale, en décidant de «*venir en aide aux familles des grévistes nécessiteux privés de ressources en raison des récents événements*».

Des mesures directes et concrètes sont aussitôt décidées : l'ouverture immédiate et gratuite d'une cantine pour les enfants, l'attribution de bons d'achat de denrées alimentaires et la majoration de la subvention allouée au Bureau d'Aide Sociale, chargé de distribuer des secours à ceux qui se trouvent «*dans une situation difficile*» (4).

De même, un Comité d'Action Populaire est lancé, en même temps qu'un «*appel pressant*» à tous les Décinois pour qu'ils lui apportent un appui tout autant matériel que moral.

### Un printemps solidaire

La création de ce Comité déclenche un vaste courant de solidarité. A Décines, au delà de l'imagination, c'est bien l'entraide qui prend le pouvoir. Des habitants apportent leur bonne volonté pour assurer le fonctionnement de la commission de solidarité, du centre aéré et du restaurant d'enfants, où 5 000 repas gratuits seront servis. Les commerçants, ayant tous accepté de servir les détenteurs des bons du Bureau d'Aide Sociale, font l'avance d'environ 70 000 francs de produits alimentaires. Certains font même don de denrées pour le restaurant d'enfants. Les enseignants - en grève - accueillent les enfants des grévistes au centre aéré. De leur côté, sollicités par le maire, les membres des professions médicales et paramédicales acceptent volontiers d'accorder des facilités de règlement à certains de leurs malades.

### Nouvelle vague

L'héritage de Mai 68 est désormais en route, ainsi qu'allait l'évoquer un mois plus tard le maire, Pierre Moutin, dans son éditorial du bulletin municipal de l'époque (5). «*Au cours de cette période, de graves problèmes ont été posés : enseignement, logement, emploi, formation professionnelle, etc... Il appartient maintenant aux pouvoirs publics de les résoudre, avant que n'arrive la vague démographique qui, en 1970-72, submergera notre pays, entraînant un profond rajeunissement de la France*». ♦

(1) et (2) Slogans étudiants («*Sous les pavés, la plage*»).

(3) «*C'est-à-dire : - la démocratisation de l'enseignement à tous les échelons et sa réforme fondamentale - l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale - la sécurité de l'emploi et la revalorisation générale des salaires - la reconnaissance et l'extension des libertés syndicales - l'abaissement de l'âge de la retraite - la suppression des zones de salaires - la réduction des horaires de travail sans diminution de salaire*».

(4) «*Pour l'accès gratuit des enfants à la cantine, une subvention exceptionnelle de 6 000F sera octroyée - à l'unanimité - à l'organisme fonctionnant sous le régime de la loi 1901. Pour le Bureau d'Aide sociale, c'est une subvention de 60 000F qui est allouée en complément de celle attendue du Conseil général*».

(5) *Décines Charpieu*, n°6, juillet 1968.



A Décines, mai 68 est le théâtre d'autres cortèges que ceux des revendications : les Majorettes de Villefranche, vedettes de la quinzaine commerciale de l'Ucad, obtiennent un franc succès.

**TÉMOIGNAGES** Au milieu des années 60, apparaissait le premier numéro du journal municipal de la commune. En plus de 35 ans, il a beaucoup changé. L'hôtel de ville aussi... Grâce aux souvenirs de quelques anciens employés, retour sur la vie au sein de la mairie, à cette époque.

## La mairie dans les années 60

Dans les années 60, Décines ne comptait guère plus de 10 000 habitants, au lieu de 25 000 aujourd'hui, et dépendait du département de l'Isère. Le personnel de la ville a connu la même croissance : de 200, il est passé à 400 en l'an 2000.

Ceux qui sont arrivés à cette époque, pour travailler à l'hôtel de ville, sont aujourd'hui retraités. Et, pour peu qu'ils se retrouvent, les souvenirs vont bon train ! Les évocations de l'un ravivent celles de l'autre, les anecdotes se bousculent. Oui, en trente ans, la mairie, son organisation et sa vie ont bien changé !

### Dispensaire et cellules

Les prestations offertes et l'agencement du bâtiment étaient donc bien différents. Ainsi, *«La voirie et le service des eaux dépendaient de la mairie. La police municipale n'existait pas. Il y avait juste un garde-champêtre. Et, savez-vous que, lorsque la mairie a été construite, en 1932, elle abritait aussi le commissariat de police ? D'ailleurs, il y avait des cellules pour les gardes à vue, au premier étage !»*.

Au rez-de-chaussée, on trouvait les ateliers, avec les électriciens, plombiers, menuisiers, peintres, fontainiers, serru-

riers. Au premier étage, le dispensaire départemental, une bibliothèque scolaire, le bureau de l'inspecteur primaire. Au second, tous les administratifs, les services techniques, l'accueil, le centre BCG, la salle du conseil municipal et des mariages et, au dessus, le logement du secrétaire général et les archives.

Tout un petit monde qui devait cohabiter avec les moyens d'alors : *«Au début, on se battait pour avoir accès à une des deux seules lignes de téléphone existantes. Même lorsque le standard a été mis en place, il fallait redoubler de ruse auprès de la standardiste pour obtenir une ligne avant un collègue !»*.

### Polyvalence et variété

Les services techniques ouvrent en juillet 1963, avec un «régisseur du service des eaux» et deux fontainiers, chargés de relever les compteurs et d'effectuer des travaux d'entretien.

Lorsque ce service est transféré à la Communauté urbaine, en 1969, le régisseur s'occupera alors de comptabilité, du cadastre, des permis de construire...

*«Il faut dire, qu'à cette époque, nous étions tous très polyvalents...»* Ainsi, quand, en 1980, les services techniques s'installent au «Pédago Palace», rue

Marcellin Berthelot, cet employé prendra cette fois en charge les travaux, les marchés publics, l'environnement, les arrêtés, les relations avec la Communauté urbaine...

De plus, en ce temps là, le service rendu à la commune ne s'arrêtait pas toujours aux strictes tâches pro-

fessionnelles. Tous les agents municipaux étaient tenus de gonfler les rangs des sapeurs-pompiers, d'où la difficulté, parfois, d'assurer un chantier sans interruption... *«En cas d'urgence, il fallait tout lâcher et accourir !»*.

### Architecte maison

En 1966, les services techniques ont besoin d'un dessinateur. Arrivé tout droit de Paris, son matériel sous le bras, il «planche» sans tarder : *«Plusieurs projets sont sortis de ma plume, dont le centre aéré. En ce temps-là, on ne faisait appel aux architectes que pour des réalisations majeures»*.

Le travail du premier peintre de la commune s'avère également vite varié, ne se limitant pas aux seuls bâtiments : *«Je faisais aussi le plâtre, les vitres, les tagages sur la chaussée. Pendant les vacances scolaires, on s'occupait beaucoup des écoles. On a refait entièrement celle de la Soie, quand elle a été transférée à la commune après la fermeture de l'usine des SLT»*.

### Une chaudière entreprenante

Installé au niveau 0 de la mairie, le local des peintres, déjà sombre, devint peu à peu exigü : *«Il n'était pas rare que les vitres cassent, faute de place. Si les autres corps de métier se sont installés rue Marat, en 1967, dans ce qu'on appelle aujourd'hui «les anciens ateliers», nous, les peintres, nous n'avons déménagé qu'une dizaine d'années plus tard, pour occuper les nouveaux locaux, rue Emile Zola. Là, c'était alors vraiment le luxe pour nous !»*

Il y avait aussi, à l'époque, un maçon et un ouvrier dont l'unique et laborieuse tâche consistait à alimenter, en charbon, la chaudière de la mairie.

Les cantonniers, quant à eux, entretenaient non seulement les routes, mais les construisaient aussi. Puis, les jardiniers arriveront plus tard, au cours des années 70. ♦



La salle où se réunissait le conseil municipal, avant d'être refaite en 1982.

# LE MOLARD Au fil des siècles

Depuis les temps les plus reculés, les hommes ont occupé le Molard, attirés là par l'intérêt de sa position géographique. Ainsi, s'y succédèrent, entre autres, un géographe d'avant-garde et des dragons...

**L**en 1750, le célèbre géographe Cassini s'installe au sommet du Molard pour effectuer le relevé du terrain et les opérations trigonométriques, nécessaires à la confection d'une partie de sa carte générale de France (1).

«La vue y est étendue, variée, agréable», raconte un voyageur du XIX<sup>ème</sup> siècle, «Elle domine la vallée du Rhône et les plaines voisines. A cinq minutes de là, sur la route, plusieurs habitations rustiques et deux ou trois auberges où les voyageurs peuvent se rafraîchir, pendant que les voitures gravissent lentement la montée, forment le hameau du Molard (1). Ça et là, de maigres bois-taillis, quelques maisons le long de la route et, tout en haut, une auberge isolée, fréquentée par les voituriers et les chasseurs qui viennent tirer l'alouette dans les champs et les canards sauvages dans les marais» (2).

## Des statues de marbre

Dans une brochure publiée en 1824, François Cochard décrit une visite sur «le territoire occupé par les balmes viennoises, à l'est de la ville de Lyon». A cette époque, affirme-t-il, la butte a déjà été fouillée sans précaution :

«J'avais ouï dire que des particuliers ayant pratiqué une ouverture pour en extraire des matériaux propres à la maçonnerie, mirent en évidence une tête de Moïse en marbre, qui fut envoyée à Paris. On m'a aussi assuré que d'autres recherches de ce genre avaient restitué des ins-

criptions, des fragments de statues ou d'architecture et de nombreux débris en marbre».

briller sur celle du Molard de Dessine un phare pour les besoins de la navigation du Rhône. Il serait donc possible que le nom de Molard de Dessine dérivât de Moles ardua de signo et que celui de Pusignan ou Puisignan eût la même origine : Puy signi (montagne du signal)» (1).

vallations, et des traces de tumuli que font disparaître chaque jour la pluie et la charrie et qui, bientôt, seront au niveau des terrains» (1).

En 1843, les vastes plaines de Décines, Vaulx et Villeurbanne virent s'élever une ville de toile, de planches et de paille. C'est là qu'allèrent se dérouler les grandes manœuvres militaires, commandées par le duc de Nemours, fils du Roi, Louis-Philippe. Un camp, composé notamment de deux bataillons, est installé au Molard. Encore, selon le baron, «Les soldats du camp de Dessine tracèrent un sentier tournant pour faciliter l'accès du Molard, où ils firent quelques fouilles qui n'aboutirent qu'à exhumer des briques, des tuiles, des mosaïques et divers objets insignifiants» (1).

## Une tente pour la duchesse

Enfin, on raconte même que «Le génie militaire avait improvisé sur le sommet du Molard, une tente élégante où Mme la duchesse de Nemours se rendait pour assister aux manœuvres qui avaient lieu dans la grande plaine. Le camp, jusqu'à sa levée, attira les foules avides de spectacle» (2). Mais, tout ceci est une autre histoire, qui fera l'objet d'épisodes à venir...

(1) Baron Achille Raverat, «Autour de Lyon» (douzième promenade), 1865.

(2) Descriptif environs de Lyon (non répertorié).

(3) François Cochard, 1824, in «Description des communes occupées par le camp de manœuvres commandé par SAR Mgr le Duc de Nemours», Lyon M DCCC XLIII.



Issu d'une famille d'astronomes, Cesar François Cassini entreprend, de 1744 à 1783, la «grande carte de France», à l'échelle de 1/86400. C'est son fils, Jacques Dominique, qui terminera cette carte topographique, la première au monde.

**QUARTIER** La Soie-Montaberlet marque aujourd'hui l'entrée ouest de la ville. Pourtant, il y a moins d'un siècle, seuls une distillerie, un café, une ferme et de vastes champs constituaient son paysage. Il y a plus longtemps encore, y végétait une sombre forêt de chênes au cœur de laquelle trônait un menhir. Un lieu propice à de multiples légendes.

## Au fil de La Soie [1 : entre légendes et réalités]

Il y a fort longtemps, la forêt de Planeize, une immense et sombre forêt de chênes, s'étendait sur une bonne partie du Velin. Au cœur de celle-ci, trônait un énorme bloc de granit, fiché à même le sol. Pierre-Fiche, Pierre-Fritte, Pierre-Frette, Pierre-Fitte... le nom du lieu-dit (comme ses variantes) était tout trouvé.

### Un bien mystérieux menhir

Les préhistoriens actuels estiment qu'il aurait tout simplement été apporté là par les glaciers alpins, aux temps lointains de l'ère quaternaire.

Certes, mais cet étrange et toujours mystérieux «menhir» continue d'alimenter nombre de légendes, où l'imaginaire le dispute, peut-être, à une part de réalité (1). Défi entre Dieu et diable, palet de Gargantua... On prétend même qu'il aurait pu servir de stèle funéraire à la tombe d'un personnage remarquable, celle ou gaulois, inhumé là avec ses armes, comme il était alors de coutume dans une grande partie de l'Europe.

D'ailleurs, «à une portée de fusil», un petit monticule de terre affectait la forme d'un tumulus. On raconte qu'un villageois l'aurait éventré, pensant y trouver un trésor. En vain. Cependant, en minant une vigne voisine, il aurait découvert des ossements humains et des antiquités romaines, dont un sabre en acier (2). Peut-être les résidus d'un site gallo-romain, découvert plus tard à Ratier (3) ?

On prétend aussi que ce monolithe aurait pu avoir été utilisé comme autel ou lieu de rassemblement par les druides lorsqu'ils venaient cueillir, avec une faucille d'or, le gui sacré sur les chênes. A ce propos, la tradition locale n'affirme-t-elle pas qu'à quelques kilomètres de là, lors de la construction du fort de Meyzieu, on trouva, dans une gravière d'Azieu, quelques objets antiques, dont l'un, en or massif, en forme de faucille !

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la mystérieuse forêt

s'était bien éclaircie (mais pas ses énigmes), révélant ainsi le menhir au grand jour, dressé sur un petit plateau. On pouvait certainement l'apercevoir, sur la droite, lorsqu'on s'engageait sur le pont de la Sucrierie. Dans la même direction, à une cinquantaine de mètres, se trouvait aussi une ferme qui portait le même nom - Pierre-Fritte - que son lieu-dit. Une bâtisse qui, dit-on, aurait été édiflée sur des substructions romaines ou médiévales ou, peut-être même, sur celles d'un prieuré d'Augustins... (3).

En l'an 1840, le menhir, ce fier bloc jadis debout, gisait alors de tout son long, couché dans les blés, depuis que le propriétaire de la ferme avait décidé de s'en débarrasser. Il attela donc ses chevaux à cet encombrant «gros caillou» pour le déplacer. En vain, ils ne parvinrent qu'à le renverser !

### Du blé à la viscose

Sauvé de la destruction par un esthète, M. Broal, juge de paix à Meyzieu, classé monument historique en 1887, le «menhir de Montaberlet» trôna ensuite plusieurs décennies durant sur la pelouse du parc Maurice Sauthier avant de réintégrer son quartier, en 1994,

au centre de la sculpture érigée place de Stepanavan.

En 1923, quelques pionniers achetèrent une quarantaine d'hectares aux alentours de ce lieu-dit, pour se lancer dans la fabrication du fil de viscose et y installer la Société Lyonnaise de Soie Artificielle. Entre le canal et la voie ferrée, l'emplacement était idéal !

Le premier coup de pioche fut donné la même année et, lors de la construction de l'égout desservant l'usine, furent trouvés de nombreux ossements humains. Epidémie ? Accident ? Certains émettent l'hypothèse d'une bataille qui aurait eu lieu en 1815 entre Français et Autrichiens... ♦

*A suivre...*

(1) *Décines Magazine n°101 (Le menhir de Montaberlet)*. (2) et (4) *Décines Magazine n°197 & 198 (Sur les pistes aux trésors)*. (3) *Décines Magazine n°199 (Nos ancêtres les Gallo-Romains)*.

Sources : *Pages d'Histoire des communes, Henri Cabuet, Imprimerie Delta, 1983.*  
*François Cochard, Descriptif, 1824.*  
*Achille Raverat, Autour de Lyon, 1865 et De Lyon à Crémieu, 1881.*

*Grande encyclopédie de Lyon et des communes du Rhône, Tome II, éditions Horvath, 1981.*



«Près de restaurant de la Soie, prenez l'avenue Albert-I<sup>er</sup> qui passe dans les Cités, vous trouverez tout près du canal de Jonage un énorme bloc crevassé et moussu profondément enfoncé dans le sol, incliné à 45° : en février 1935, le bulletin mensuel des Oeuvres Laïques lui consacrait un article, illustré d'un croquis.



Immeubles et villas sont construits jusqu'au canal. Au total, les cités comptent 750 logements.



Une école rondement menée.



Presqu'en face de l'usine, la Maison du Restaurant abrite également des appartements.



Avenue Jean Jaurès, de chaque côté de l'école, deux grands immeubles à balcons et terrasses comportent aussi des commerces.



© Collections photos/Archives municipales

**QUARTIER** Créé dans les années 20, au lieu-dit Pierre-Fritte, le quartier de La Soie-Montaberlet fête ses 80 ans.

## Au fil de La Soie [2]

L'usine est mise en service en mai 1924, treize mois après le premier coup de pioche. Le succès aidant (1 200 kg de fil viscosé produits en 1925), elle doit être agrandie dès 1926.

### Une ville dans la ville

Dans le même temps, la société construit peu à peu un véritable village pour son personnel et leurs familles : villas, immeubles, école, église, commerces, terrain de jeux et restaurant (faisant aussi office de cinéma et de salle des fêtes). Ainsi, à partir de 1924 s'érige d'abord la cité de la Rive, avec jardins et villas. Puis, c'est au tour de celles du Restaurant et du Vallon (la plus importante, avec l'école en son centre et ses 50 villas). Viennent enfin les maisons de l'Aurore et du Printemps.

La politique sociale de l'entreprise se veut aussi à la pointe : primes à la naissance, allocations et visites familiales, aménagements pour les mères allaitant, clubs littéraires et sportifs... Arméniens, Russes blancs, Polonais, Italiens puis, à partir de 1940, Indochinois, viennent constituer l'essentiel de la main-d'œuvre et, en peu de temps, la ville voit sa population croître de façon vertigineuse,



L'usine à l'heure de la sortie.

passant de 1108 habitants en 1921, à 3602 en 1926, puis à 6976 en 1931 ! Chaque communauté va ainsi rythmer la vie du quartier au fil de ses fêtes : concerts, bals, chorales, orchestres...

En 1936, l'usine connaît son seul et unique conflit. Occupation des lieux, défilé jusqu'à la mairie : la grève commence le 16 juin et se termine le 22 avec, à la clef, les congés payés et la semaine des 40 heures.

En 1943, devenue Société Lyonnaise de Textile, elle compte 1035 employés et produit, en 1956, 14 000 kg de rayonne par jour ! Pourtant, cette entreprise, qui a dominé la cité pendant 35 ans, fermera ses portes le 30 avril 1959, peu de temps après le départ à la retraite de son fondateur, Maurice Cuzin. ♦



Une usine modèle : jardins, ateliers vastes et aérés, eaux retraitées avant de finir dans le canal et une cheminée haute de 110m pour évacuer les gaz dans les vents ascendants. Elle sera détruite, en deux fois, après la fermeture de l'entreprise.

**NAISSANCE D'UN QUARTIER** Au fil des siècles, les fortifications médiévales autour desquelles poussaient peut-être des pruniers, ont cédé la place à une exploitation agricole qui, à son tour, s'est transformée en un vaste complexe urbain.

## De Perhennay à Prainet [1]

D'après dictionnaires de toponymie, Prainet viendrait du... prunier. Au mot «Prenay», on apprend, en effet, qu'il s'agissait d'un domaine sur lequel poussaient ces arbres fruitiers.

Un document de 1330 mentionne, pour la première fois, une «motte de Prehnay». Dénommée également «maison forte» ou «château de Perhennay», elle appartenait au damoiseau Antoine de Buron (ou Broon).

Entourées d'un fossé très souvent en eau, large et assez peu profond, ces «maisons-fortes» servaient, pour les petits seigneurs de village, à la fois de demeure et de domaine agricole. Signalé sur la carte de Cassini (élaborée au XVIII<sup>ème</sup> siècle) sous le nom de Prenai, ce «château» n'était plus qu'une ferme au début du siècle suivant.\*

Comment, en une décennie seulement, une exploitation agricole va-t-elle donner naissance à un nouveau quartier ? Comment un site qui devait comporter 300 logements finit-il par en accueillir plus de 860 ? Retour sur une longue saga administrative et financière...

### 300 familles à loger

La reprise de l'activité industrielle dans les années qui suivirent la Libération (le début des «trente glorieuses»), conjuguée avec la décentralisation vers la périphérie Est des entreprises lyonnaises, provoqua une forte poussée urbaine. Celle-ci se traduisit, à Décines, par des transferts d'usines, comme Normacem, ou Julien et Mège. Ce mouvement déclencha, à son tour, une reprise démographique exigeant l'extension des zones d'habitat.

Il résulta de ce double phénomène une crise du logement telle qu'au début de l'année 1965, plus de 300 demandes se trouvaient en instance à la mairie. Aussi, cette question constitua-t-elle, avec les équipements scolaires, l'un des problèmes les plus importants à résoudre pour l'équipe municipale récemment élue.

Or, l'absence de réserves foncières constituait un handicap majeur pour la construction de logements sociaux. La première tâche de la commission créée à cet effet consista donc à rechercher des terrains susceptibles d'être acquis par la commune en vue de leur mise à disposition d'organismes HLM et à engager des pourparlers avec leurs propriétaires.

Il fallait une surface importante et dotée de toute la viabilité nécessaire. Aussi le choix se porta-t-il sur une parcelle d'environ 5 ha, située à proximité du carrefour formé par l'avenue Jean Jaurès et la rue Sully, et qui disposait de «l'égout de Normacem», le seul existant alors dans la ville.

Ce terrain appartenait, comme l'ensemble du versant Est de la colline de Prainet, aux héritiers d'un agriculteur décédé quelques années auparavant, Jean Bergeret, descendant d'une vieille famille décinoise.

### Négociations à l'étable

Les intéressés étant disposés à vendre, les négociations s'engagèrent avec leur «porte-parole», Mme Rabilloud, cultivatrice à Meyzieu. Le maire, Pierre Moutin, la rencontra à plusieurs reprises dans son étable, à l'heure de la traite des vaches, afin d'aboutir à des conditions acceptables. Un accord intervint sur la base de 28,75 F le m<sup>2</sup>, soit, pour une surface de 50 242 m<sup>2</sup>, la somme de 1 444 457,50 F.

Le conseil municipal entérina l'opération en juillet 1967. Auparavant, la commune avait obtenu de la Caisse des Dépôts et Consignations la promesse du prêt indispensable pour cet achat. La signature

de l'acte notarié eut lieu seulement un an plus tard, le 21 septembre 1968, l'existence d'un mineur parmi les vendeurs nécessitant l'autorisation du Tribunal d'Instance de Vienne.

Compte tenu des bons rapports que la commune entretenait avec l'Office d'HLM de l'Isère, qui avait édifié les immeubles de la Bascule et du Sablon, la municipalité le sollicita pour réaliser son projet. Mais, entre temps, le 1<sup>er</sup> janvier 1968, Décines avait changé de département ! Aussi l'Office se récusa-t-il. La ville se tourna alors vers l'Office du Rhône et vers la Société Clair Logis (dont elle avait garanti la réalisation de l'ensemble «Le Stade», rue Emile Zola).

Hélas, en matière de financement par l'Etat, la concurrence était très rude, la priorité étant donnée aux grandes opérations d'alors : ZUP de la Duchère, des Minguettes, de Rillieux... Aussi, les multiples interventions effectuées auprès des pouvoirs publics se révélèrent-elles vaines.

*A suivre...*

\* Sources : Jeannine Monier, «La Dent, Archéologie aux environs de Meyzieu» et «Châteaux de terre : de la motte à la maison forte», Ville de Décines, 1988.



A la ferme de Prenay, en 1911.

## NAISSANCE D'UN QUARTIER

Comment un site qui devait initialement recevoir 300 logements finit-il par en accueillir plus de 800 ? Suite d'une saga administrative qui dura près d'une dizaine d'années...

## De Perhennay à Prainet [2]

Pour obtenir les crédits nécessaires, une opportunité s'offrit alors : le concours du «prêt à construire». Créé par le Ministre de l'Équipement, A. Chalandon, il permettait de financer des opérations de moyenne importance, portant sur environ 400 logements.

Certes, la commune n'en désirait que 300, mais c'était à prendre ou à laisser ! Non retenue en 1970, sa candidature le fut en 1971. Après la délivrance du permis de construire, en juillet 1972, le chantier, sans précédent à Décines, s'ouvrit enfin et se poursuivit jusqu'à l'automne 1974. Les premiers locataires purent s'installer en 1973 dans les logements réalisés : 245 par l'Office d'HLM du Rhône et 148 par Clair Logis (devenu SA d'HLM Rhône-Saône).

### Une école pour les enfants

Dès que la construction d'un ensemble HLM apparut comme susceptible de passer dans le domaine de la réalité, se posa le problème de la scolarisation des enfants ; l'école située dans le lotissement voisin, rue Léon Blum, étant déjà à la limite de la saturation.

Les demandes présentées à l'Académie aboutirent à l'établissement d'un «programme pédagogique», en juin 1969. C'est alors qu'apparut une nouvelle difficulté : l'Etat subventionnait un groupe scolaire à condition qu'il desserve au moins 600 logements ! Que faire, puisque le projet en comportait à peine 400 ?

Les enfants, y compris ceux de maternelle, furent d'abord emmenés en car à l'école de la Berthaudière, qui disposait de quelques places. Puis l'Académie envisagea de les affecter successivement, au fur et à mesure de la livraison des logements, dans les diverses écoles de la commune. Ainsi, après la Berthaudière, passerait-on aux Sablons, puis à la Mairie, à la Soie...

Pour les élus, cette perspective n'était pas acceptable. Aussi, c'est contraints et forcés qu'ils se rallièrent à la solution suivante :



Les travaux de terrassement. A l'arrière plan, on distingue les ruines de bâtiments édifiés par l'armée allemande en 1943/44 pour y loger, à l'abri des bombardements alliés, une partie de ses troupes affectées à l'aéroport de Bron.

accepter l'agrément, au concours du «prêt à construire», de la Société Villeurbannaise d'HLM, propriétaire d'une parcelle proche du terrain acquis par la ville, d'une surface équivalente et susceptible de recevoir, elle aussi, 400 logements. Le total des deux opérations permettrait alors de dépasser largement le seuil fixé par l'Etat.

Ce financement se fit néanmoins attendre, les fonds d'Etat étant, là encore, attribués en priorité aux ZUP. Aussi élus et parents d'élèves durent-ils recourir aux traditionnels moyens de pression (pétitions, manifestations...) de sorte que la construction de l'école et de son centre de loisirs (CLAE) fut enfin réalisée en 1975-76.

### De 300 à 800 logements

Ayant obtenu le «feu vert», la Villeurbannaise construisit en deux tranches et livrait 225 appartements en juillet 1975 et 164 autres en décembre 1976. Entre temps, la Société Rhodanienne d'HLM présenta un projet qu'il était devenu impossible de ne pas accepter, compte tenu de l'importance du futur groupe scolaire. Ainsi, en février 1976, 82 autres logements étaient achevés, rue Léon Blum, en face de la clinique du Grand Large.

Après l'école de Prainet II, suivirent, dans le quartier, le CES, son gymnase, le CET... sans oublier le lycée, fruit d'une

intense action de «lobbying» de la municipalité et des parents d'élèves, appuyée par les parlementaires, auprès de la Préfecture, du Conseil Régional et du ministère. L'histoire de ces établissements reste d'ailleurs à écrire... ♦

*Avec l'aimable concours de Pierre Moutin, maire de Décines de 1967 à 1991.*

### Un visage façonné par la rocade des villages

Le lieu-dit Prainet venait donc de se transformer en un vaste complexe urbain. Il avait, au fil des ans, connu divers avatars, dont l'un consécutif à l'inscription de la «Rocade des villages» au premier plan d'occupation des sols élaboré par la Courly, avec un tracé empruntant la rue Sully.

Il en résulta l'obligation de respecter une importante marge de reculement par rapport à cette voie et, en conséquence, de construire des immeubles plus élevés, sur un espace réduit de 10 à 8 hectares.

En effet, la commune ne pouvait passer outre, car on avait déjà perdu beaucoup de temps, même si, parallèlement, le maire œuvrait à la Courly pour faire modifier le tracé de cette rocade et obtenir son déplacement, là même où elle passe aujourd'hui.

**QUARTIER** Lieu de villégiature très prisé, la Berthaudière fut un temps surnommée «la côte d'Azur de l'Isère». Petite balade entre plage et champs, entre roseaux, pins et vignes...

## Un dimanche à la Berthaudière

During la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, guère plus de quatre habitations s'élevaient au lieu-dit La Berthaudière. L'une des plus imposantes était, sans conteste, la ferme du même nom. Située entre le Grand Large et la voie ferrée, séparée du village par des vignes, cette ferme connut une importante activité d'élevage et de polyculture. Avant la construction du canal, son domaine recouvrait aussi les terres inondées. Vaches, cochons, poules, chèvres, chevaux occupaient les nombreux bâtiments contigus. Au moment de la moisson, la batteuse restait là au moins pendant une huitaine de jours. Le lait était livré jusqu'à Villeurbanne et Lyon et on y cultivait même des melons, acheminés par tombereaux au marché du quai St-Antoine.

### La côte d'Azur de l'Isère

En face, de l'autre côté du chemin, se dressait un café, longtemps tenu par les propriétaires de la ferme. Lovée entre la longue plage de la Berthaudière et une pinède, cette petite guinguette était joliment bien située. Devenue ensuite un restaurant, elle fut un lieu de villégiature très prisé. Les baigneurs et promeneurs pouvaient y glaner un peu de fraîcheur et beaucoup de rafraîchissements. Installés sur sa terrasse ombragée et surélevée, ils bénéficiaient ainsi d'un «coup d'œil remarquable» en profitant de la vue imprenable sur les alentours.

Les dimanches, très fréquentés, s'écoulaient entre plage et campagne, entre animation et quiétude. Les activités le long du canal ne manquaient pas : marchands de glace, acrobates, joutes des Sauveteurs... côtoyaient parfois des bêtes qui paissaient sereinement dans les roseaux. Dans les champs, on vit aussi des vaches suisses, importées là dans les années 40, par des propriétaires de la même nationalité. Autres temps, autres mœurs. De plus en plus motorisés, les citadins recherchèrent peu à peu d'autres havres dominicaux. La ferme et le café disparurent lors de la construction de la rocade. ♦



UN COIN DISCRET AU BORD DU CANAL  
La Côte d'Azur de l'Isère  
**Café-Hôtel-Restaurant  
de la Berthaudière**  
Dès le SOIR, avec le BOULE à la carte et l'apéritif  
**Chez GIBERNON**  
Repas à la Carte - Friture du Rhône  
Jeux de Boules - Chambres meublées  
COMMUNIQUE DE 1948  
DECINES ISÈRE

Le café de la Berthaudière, halte privilégiée des promeneurs et des baigneurs du dimanche.



Surplombant le plan d'eau, la terrasse du café offrait un coup d'œil remarquable.



L'imposante ferme et ses nombreux bâtiments : buanderie, maison d'habitation, poulailler, porcherie, écurie, chèvrerie, hangar et étable.

**BEAUX-ARTS** Il y a une cinquantaine d'années, un jeune prêtre demande à un artiste de «faire chanter les murs» de son église. René-Maria Burlet se met à l'œuvre et réalise le «Chemin de Décines»...

## Les richesses brûlées des Bruyères

**A** la fin des années 40, Jean Berger, tout jeune abbé, arrive à la paroisse de la Soie. En voyant son église, Notre-Dame des Bruyères, il déplore «*un taudis, pas une maison*»...

Inauguré à peine 20 ans auparavant, en 1933, le bâtiment, qui devait être provisoire, avait été construit en mâchefer et bois, pratique courante à l'époque des centrales à charbon. Tout comme les principaux équipements du quartier, il avait été édifié à l'initiative de Maurice Cuzin, directeur de la SLSA (Société Lyonnaise de Soie Artificielle), pour son personnel.

Propulsé dans une paroisse «pas comme les autres», avec ses plus de vingt nationalités et ses rites russes ou orientaux, le jeune prêtre décide de la réaménager, de l'embellir et de lui apporter un peu de chaleur : «*Nous étions dans cette église comme dans une usine où l'on vient parce qu'on ne peut pas faire autrement. Des murs qui arrêtent et refroidissent, au lieu de réunir et réchauffer*». Il aimerait la transformer en une maison où «*nous nous reconnaitrions les uns les autres (...) tout en restant fidèles aux familles, aux patries dont nous sommes faits*».

### Du noyer au tilleul

Place est d'abord faite au mobilier. L'abbé cache la rosace, dispose des chandeliers en fer forgé et met à contribution les compétences locales en installant

«*une grande et belle table façonnée par un habile artisan du pays, M. Cupiti, auteur déjà de la Vierge des Bruyères*». Sculptée par l'ébéniste en grandeur nature dans du noyer, cette «Reine de la Paix» écrase de son pied le serpent, symbole de la perfidie, et tient dans sa main un rameau d'olivier. Il commande aussi un tabernacle, qui sera sculpté dans un gros tronc de tilleul, dont le départ des racines symbolise «l'arbre de vie».

C'est ensuite au tour du décor. Il demande alors à un artiste de «*faire chanter les murs*». C'est ainsi que René-Maria Burlet se met à la tâche et réalise un chemin de croix, dit le «Chemin de Décines». Quoique curé, Jean Berger n'en est pas moins esthète. Il a fait appel à un peintre lyonnais et non des moindres. Membre de l'Académie du Minotaure, Burlet fait référence en matière d'art sacré (voir encadré).

### De l'essentiel au substantiel

De composition picturale moderne, ce chemin de croix s'inspirait des lieux et déambulait de la chapelle de la Vierge à celle du Saint-Sacrement. Il prenait ainsi naissance avec un «rosaire», servant de fond à la statue de noyer, et conduisait jusqu'à «l'arbre de vie» en tilleul.

Sobrement illustré et coloré, cet itinéraire se voulait aussi celui où «*marche l'église dans le monde entier*».

Au fil des stations, l'artiste a joué sur les espaces, les formats, la

géométrie, les croisements, les axes et les obliques. Au cœur des carrés qui montaient ou descendaient, les courbes allaient en se rompant jusqu'à relancer le rythme. Ici, une spirale dorée accrochait le regard pour mieux le faire descendre. Là, des diagonales activaient ou alourdissaient le parcours. Ailleurs, des spires se déroulaient comme des anges ou des chevelures féminines...

De ce voyage de l'essentiel au substantiel, de la terre au ciel, il ne reste aujourd'hui plus rien. Il s'est consummé, envolé en fumée dans les airs, réduit en un tas de cendres, sur le sol. Le «Chemin de Décines» a ainsi disparu dans une quasi-indifférence, brûlé par l'un des successeurs de l'abbé Berger.

En 1959, la fermeture de l'usine sonne le glas des nombreuses activités de la paroisse. Un peu plus tard, un incendie détruit son clocher et faillit même avoir raison de l'église tout entière. Un beau jour, le tabernacle de tilleul a été scindé en deux. Il se trouve désormais à l'église Saint-Pierre. Seule la Vierge de la Paix demeure encore dans «sa» maison. ♦

Sources : «*Le Chemin de croix de Décines*», livret illustré, 1954. «*Notre-Dame-des-Bruyères entre histoire et nostalgie*», *Le Progrès*, 20 mai 1997. «*L'église de la Soie à Décines et ses richesses perdues*», *Le Progrès*, 7 février 2000.

### René Maria Burlet

Peintre fresquiste et vitrailiste lyonnais (1907-1994). En 1936, il organise le Salon d'Automne, première exposition du groupe «Témoignage», où il présente un genre peu connu dans ce type de manifestation : l'art sacré. En 1942, il se lance dans la création de l'Académie du Minotaure, qui participe, notamment, à la diffusion des idées du cubiste Albert Gleizes. Nombre de ses fresques sont actuellement conservées dans des chapelles de Savoie et Haute-Savoie.



## SAGA INDUSTRIELLE

A quoi tient le destin des grandes entreprises ? Parfois à peu de chose. A Décines, il en est une qui, tout simplement, scella le sien parce qu'un industriel suisse ne voulait pas d'un fonctionnaire pour gendre !

## De Gifrer à Barbezat [1]

L'emplacement est idéal : un terrain de 55 877 m<sup>2</sup> relié à la voie ferrée, une canalisation souterraine de déversement, du matériel et des ateliers adaptés... En 1907, les quatre frères Gignoux, spécialisés dans la production d'eau oxygénée, achètent la «Société des Films» (1) pour se lancer dans la fabrication d'éther et de nitrocellulose, destinés à l'industrie photographique. Soucieuse d'expansion, la Maison lance l'idée d'un nouveau nom : Gifrer, contraction de Gignoux frères.

En 1910, deux d'entre eux, Paul et Jean, décèdent. Georges et Albert cherchent alors un associé et le trouvent en la personne de Paul-Louis Barbezat, doté d'une solide compétence scientifique. Né en 1883, il a obtenu, à Zurich, un diplôme en chimie avant de travailler deux ans aux Etats-Unis. Ne supportant guère le climat tropical de Saint-Louis, il revient à Lyon et devient préparateur à la Faculté des sciences, auprès du grand chimiste Barbier. En 1912, il épouse Alice Elmer, fille d'un industriel suisse. Ce dernier, ne voulant pas d'un gendre fonctionnaire, décide de lui trouver une entreprise à qui l'associer.

### Expansion et diversification

L'alliance porte ses fruits : Paul-Louis assure la réputation de la marque en mettant au point un système de stabilisation de l'eau oxygénée. En 1913, le catalogue s'enrichit de nouveaux produits : élixir, pâtes pectorales, ouate, emplâtres, eau de Cologne, eau distillée, teintures, tissus... En 1914, l'affaire emploie déjà une cen-

taine de personnes, soit près de 20% de la population active décinoise. Le besoin d'espace se fait aussi sentir : 92 000 m<sup>2</sup> de terrain supplémentaire sont acquis et l'on construit de nouveaux bâtiments, ateliers et fours. Peu à peu, les productions se diversifient, non par stratégie, mais au gré des occasions de rachat. Ainsi, la Maison acquiert une herboristerie et, par là même, développe cette branche.

Dans l'entre-deux-guerres, délaissant la production photographique ou textile, sujette à forte concurrence, l'entreprise se recentre sur la pharmacie. Aux fabrications initiales s'ajoutent des produits galéniques et de la droguerie. De plus, pour mieux développer ses marchés, elle ouvre, dès 1921, des succursales à travers la France. Cependant, l'association Gignoux-Barbezat arrive à son terme : en 1924, Georges part fonder sa propre usine d'eau oxygénée et, en 1927, année de l'introduction en bourse de Gifrer et de la mort brutale d'Albert, Barbezat se retrouve seul à la tête de la société.

Les années suivantes demeurent riches en apports, achats et implantations, dont à Alger. En 1931, forte de 170 employés, l'usine affiche une belle santé et se classe au 2<sup>ème</sup> rang des entreprises décinoises, cependant loin derrière celle de la soie artificielle.

### Editions d'avant-garde

C'est dans la villa de l'usine que le fils aîné de Paul-Louis voit le jour, en 1913. En dehors de l'école, toutes les distractions

de «Monsieur Marc», comme les employés l'appellent, se déroulent au cœur même des bâtiments, qu'il sillonne en patins à roulette. Diplômé en pharmacie, il est embauché après



sa démobilisation, en septembre 1940, et fait le tour de tous les services, comme ouvrier, d'abord, jusqu'au secteur commercial en passant par l'herbo, les extraits, l'éther et le laboratoire. Mais, en 1944, il doit «brutalement» prendre les rênes de l'affaire, lorsque son père est terrassé par une attaque cérébrale.

Dans le même temps, féru de littérature, le jeune homme poursuit ses activités d'éditeur, au fil des parutions de sa revue «l'Arbalète». L'usine de Décines abrite ainsi une maison d'édition d'ouvrages d'avant-garde, dont certains auteurs sont engagés dans la Résistance.

A suivre...

(1) Voir *Décines Magazine* n°223 à 224.

### Ainsi fut le griffon

Célèbre logo de la société, le griffon, animal mythique au corps de lion et tête d'aigle, s'affiche sur bon nombre de ses produits.

La première version apparaît lors du rachat, en 1918, de l'herboristerie Bertrand, dont c'était la marque déposée. Dans les années 50, Marc Barbezat découvre l'emblème du maître-imprimeur Sébastien Gryphe (1493-1556) à qui l'on doit les premiers exemplaires de Gargantua et Pantagruel. S'inspirant de ce dessin, le PDG le recompose, l'épurant et l'arrondissant.



L'emplacement et les aménagements sont parfaits pour fabriquer éther et eau oxygénée : en 1907, les frères Gignoux achètent la «Société des Films».

## SAGA INDUSTRIELLE

# De Gifrer à Barbezat [2]

Les goûts de Marc Barbezat l'attirent aussi vers la modernité, tant en matière d'équipement que de méthodes commerciales, et, dès 1945, il engage une politique de grands travaux. De rénovations en constructions ou réaménagements, l'usine bénéficie d'une modernisation «effrénée» et sans interruption.

Décidé à rendre ses produits plus attractifs, il met, avec succès, son expérience d'éditeur au service de la Maison (voir encadré). Il se charge personnellement de leur présentation en créant aussi bien étiquettes, maquettes d'emballages ou design des fameux flacons bleus. Dans les années 50, des campagnes publicitaires - assez inédites en ce domaine - font grimper les ventes d'eau oxygénée de 800 000 à 3 millions de francs !

En matière de production, la société a conservé deux branches : la pharmacie et les produits chimiques, via les vernis et peintures Vira, société savoyarde rachetée en 1933. En 1970, le chiffre d'affaires est réalisé à 75% dans la pharmacie, 17% avec les vernis et 8% avec l'industrie (collodions, sels de baryum...).

### Un laboratoire incontournable

Cependant, un changement fondamental s'annonce inévitable. La concurrence, jointe à la crise économique qui se profile, impose de ne conserver qu'une spécialité. En 1978, les produits chimiques sont abandonnés et la clientèle cédée à Rhône-Poulenc et Giuliani. Puis, vient le tour des vernis, nécessitant trop de recherche pour rester compétitifs : en 1991, Vira part en location-gérance.

L'établissement devient alors exclusivement un laboratoire pharmaceutique et applique une nouvelle stratégie. Tout en renforçant son image auprès du grand public, il va concentrer son action auprès des médecins et pharmaciens.

De plus, en contractant des alliances avec d'autres laboratoires (Givaudan-Lavirotte, Aguetant), la société va préserver son indépendance tout en accédant à de nouveaux horizons par la mise en commun des activités, savoir-faire et marchés. Une autre collaboration, à dimension euro-

péenne, va naître aussi avec la création d'un groupement d'intérêt économique, Euralliance Farma.

Au milieu des années 90, l'entreprise emploie 300 salariés et son chiffre d'affaires s'élève à environ 250 millions de francs.

A la fin de cette décennie, Gifrer-Barbezat est devenu incontournable - tout comme ses révolutionnaires unidoses stériles de sérum physiologique -, s'imposant dans les foyers comme dans le secteur hospitalier.

### Une «bonne boîte»

Malgré cette ouverture à des financements extérieurs, l'affaire reste familiale (plus de 60% du capital et 8% au personnel). Marc Barbezat, à plus de 80 ans, désigne son successeur en la personne de son neveu Christophe Keseljevic. Du côté des employés, l'affaire semble tout autant familiale : *«Leur personnel, c'était des gens qui étaient de vieille souche, et qui restaient...»*, peut-on lire dans l'un des témoignages du livre *«Décines, une ville des vies»*, *«C'était vraiment une bonne boîte, des gens compréhensifs et tout. Ils n'étaient peut-être pas payés très cher, mais de toute façon ils étaient bien tranquilles, c'était de bonnes places. Les gens disaient : «J'aimerais bien rentrer chez Gignoux». Ils allaient voir le chef du personnel, quand c'était de braves gens, il n'y avait pas de raison qu'il ne les fasse pas rentrer»*.

En 1999, à la mort du pharmacien-poète, à l'âge de 86 ans, la succession s'effectue donc comme prévu. Mais un an plus tard, les mouvements de l'industrie pharmaceutique mondiale menacent la société, qui tombe finalement dans l'escarcelle du groupe belge Qualifar, sonnante le glas d'une affaire familiale presque centenaire. ♦



D'après *«Les Dynasties Lyonnaises»*, Bernadette Angleraud, Catherine Pellissier. Editions Perrin. *«Décines, une ville des vies»*, Philippe Videlier. Editions Paroles d'Aube. *Le Griffon* n°2 (novembre 93), n° 4 (juillet 94) et n°17 (juillet 99), journal du personnel de Gifrer Barbezat. *«Gifrer-Barbezat : une entreprise en pleine effervescence»*, *Le Tout Lyon - Moniteur Judiciaire* du 23 au 29 août 1996.

### Pharmacien, poète et «honnête homme»

De son séjour au front, Marc Barbezat revient avec une passion pour... la littérature. Cantonné en Lorraine, il y a côtoyé la jeune génération des milieux littéraires parisiens. De retour à Lyon, il se forme au métier de typographe et imprime lui-même, sur une presse à bras, les premiers numéros de sa revue littéraire, *«L'Arbalète»*. En 1943, le catalogue compte déjà les noms d'Aragon, Eluard, Camus ou Sartre. Jusqu'en 1948, *L'Arbalète* publie aussi Dubillard, Michaux, Tardieu, Antonin Artaud et Jean Genet, avec lequel Marc Barbezat entretient une grande amitié. Au courage de publier un écrivain aussi sulfureux, il en ajoute un second, en pleine guerre, en se portant garant pour lui éviter de croupir en prison.

*«Vous êtes pour moi, le premier typographe imprimeur et éditeur actuel. Rien de ce qui s'imprime hors de L'Arbalète ne la vaut comme caractères, textes, et présentation générale»*, lui écrira Antonin Artaud, *«Vous seul savez travailler. Et en plus je vous tiens pour un honnête homme»*.

